

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2023
Perspectives 2024

N° 549 - Avril 2024

Économie de l'élevage



2023 : L'inflation accélère le recul de la consommation en lait et viande.

2024 : Baisse de production de viande en France et en Europe. Une concurrence océanienne exacerbée.

- LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE - Des fabrications contraintes par des achats des ménages toujours ralentis
- LA VIANDE OVINE EN FRANCE - Net repli de la production en 2023
- LA VIANDE OVINE DANS L'UE ET DANS LE MONDE
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des revenus 2023 en baisse, affectés par les prix des intrants

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Boris DUFLOT

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : Vincent BELLET, Cassandre MATRAS, Emmanuel MORIN.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Catherine DE BOISSIEU, Théo GUFFROY, Carole JOUSSEINS, Maxime MAROIS, Marie MIQUEL, Gilles SAGET.

Benoît RUBIN, Gérard YOU (Département Économie de l'Institut de l'Élevage) et Sébastien BOUYSSIERE (France Brebis Laitière).

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui de France Brebis Laitière et des Interprofessions régionales à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Merci notamment à l'Association Interprofessionnelle du lait et des produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Jean-Louis BALME (CRAO), Marie-Line BARJOU (CA 87), Marie CABROL (CA 26), Dominique CANDAU (CA 88), Céline CLEMENT (Synd. ovin 79), Arnaud CUVILIER (CA 60), Dominique DELMAS (CA 12), Alain DEMOULIN (CA 51), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Benoît ESMANGIAUD (CA 06), Laurent FICHET (CRA Pays de la Loire), Aurore GERARD (CA 21), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Théo GUFFROY (CA 02), Lucille GUYARD (CA 03), Claire GUYON (CA 84), Elise HOMMET (CA 36), Julia HOUVENAGHEL (CA 08), Laurent KELLER (CA 54), Tania KÖRNER (CA 55), Laura KRZYWKOWSKI (CA 57), Elodie LAGIER (CA 05), Carole LE CREFF (CRA Pays de la Loire), Anne-Julie METIVIER (Maison de l'Élevage 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire), Mélody MOISSET-BRUANT (CA 11), Pauline PEREZ (Bovins-Croissance 66), Aurore PETIT (CA 12), Alix PFAFF (CA 76), Romain

PLECHOT (CA 32), Aurore PRIEUR (CRA Pays de la Loire), Rodolphe PUIG (CA 46), Christophe RAINON (CA 58), Anne REEB (CA 31), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA Alsace), Gaïane SEYCHAL (CA 63), Angelina SOMBRIN (CA31), Julien VAISSET (CA 23), François VALENTIN (CA 48), Fabrice VASSORT (CA 43), Catherine VENINEAUX (CA 38), Carole VERSAUD (CA 64), Thomas Wartel (CA 59-62).

Filière laitière

Jean BEUDOU (CA 64), Marine CRISTOL (CA 48), Benoit DELMAS (CA 12), Dominique DELMAS (CA 12), Bixente DOYHENARD (CA 64), Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Jean-Claude MATHIEU (Maison de l'élevage 81), Sandrine MERLIN (CA 64), Jean-Michel NOBLIA (CDEO 64), Gilles NOUBEL (UNOTEC), Benoit NOUGADERE (Confédération de Roquefort), Alice PANISSIE (UNOTEC) Nathalie RIVEMALE (Confédération de Roquefort), Odile SALLATO (CA 64), Vincent VAYSSET (UNOTEC), Carole VERSAUD (CA 64), Jean-Christophe VIDAL (CA 12).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR



LIBERTÉ
ÉGALITÉ
FRATERNITÉ

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

2023 : L'inflation accélère le recul de la consommation en lait et viande.

2024 : Baisse de production de viande en France et en Europe. Une concurrence océanienne exacerbée

Les filières ovines françaises n'ont pas échappé en 2023 à la logique de réduction des achats alimentaires des ménages, sous-tendue par l'inflation. Produits à base de lait de brebis tout comme viande ovine ont connu des replis de consommation très perceptibles et impactant les acteurs des filières, de la production à la transformation.

Alors que la collecte nationale de lait de brebis a été stable et les prix du lait en nette hausse, les fabrications nationales de produits laitiers de brebis se sont repliées et les débouchés à l'export ont été particulièrement recherchés, aussi bien en lait vrac qu'en fromages. Malgré la revalorisation du lait, les revenus des éleveurs laitiers sont pour la plupart en baisse, affectés par la hausse des charges.

En viande ovine, le sensible repli des abattages se répercute directement sur la consommation, les importations ayant peu changé. Alors qu'on pouvait parier sur l'atteinte d'un plafond, le prix des agneaux a continué de grimper en 2023 et début 2024, alimenté par la pénurie d'offre. Les revenus 2023 des éleveurs ovins viande français n'en ont toutefois pas pleinement bénéficié car ils ont été impactés par plusieurs facteurs : des charges opérationnelles toujours très élevées après la hausse de 2022, une inflation qui se répercute sur les charges de structure (salaires, investissements), des prix des cultures en nette baisse, des aides PAC en recul dans de nombreux systèmes, sauf pour les pastoraux qui bénéficient de la convergence. Les signaux économiques restent trop faibles pour renforcer l'attractivité de la production et maintenir les volumes.

Chez nos voisins européens, la production ne s'est que légèrement érodée, même si la baisse est très sensible en Espagne, accentuée par la sécheresse historique qui y a sévi durant 2 ans. Les systèmes ovins extensifs sont toujours aussi sensibles aux conditions climatiques comme en Australie où, grâce à une météo plus clémente, le cheptel de mères s'était reconstitué. La sécheresse du second semestre 2023 a donc été particulièrement impactante sur les volumes abattus, qui ont atteint des records. Le contexte international était porteur avec une Chine aux achats et, plus près de chez nous, une hausse des importations britanniques suite à l'application des accords de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui lui a permis une position plus offensive vers l'UE. Les relations internationales continueront à conditionner le devenir de la filière ovine viande.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Des fabrications contraintes par des achats des ménages toujours ralentis

10/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

Net repli de la production en 2023

16/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Les disponibilités en viande ovine au sein de l'UE se maintiennent d'une année sur l'autre

24/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

La viande ovine australienne déferle sur le marché mondial au 2nd semestre 2023

30/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

40/ PERSPECTIVES 2024

La production au sein de l'UE à 27 devrait poursuivre sa baisse

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023

HIVER 2022/2023

L'hiver a été très contrasté, alternant les périodes froides et de redoux. Le mois de février a été exceptionnellement sec, retardant le redémarrage de la végétation et la mise à l'herbe.



1^{er} janvier 2023 : entrée en vigueur de la **nouvelle PAC**.



Les prix des matières premières ont entamé une légère baisse, mais les aliments restent chers.

Cotation élevée en début d'année

Abattages d'agneaux peu dynamiques, soutenant le cours. Le traditionnel pic de Pâques est bien en-deçà de ses niveaux habituels.



Le loup poursuit sa colonisation du territoire, jusqu'en Bretagne, et les attaques se multiplient en plaine.

Fête de **Pâques**
le 9 avril.

Mois du **Ramadan**
du 22 mars au 20 avril.

PRINTEMPS

Printemps globalement arrosé, favorable à la pousse de l'herbe, avec des stocks en quantité mais pas toujours de qualité, et des problèmes de portance.



Nouveau record de cotation pour Pâques 2023

Le traditionnel pic de sorties d'agneaux pour Pâques est bien en-deçà de ses niveaux habituels, soutenant alors la cotation qui atteignait 8,55 €/kg pour Pâques 2023, contre 8,07 €/kg en 2022 et 7,65 €/kg en 2021.

Poursuite de la recapitalisation du cheptel ovin en Australie

Il a atteint un peu moins de 79 M de têtes en juin 2023, soit son plus haut niveau depuis 15 ans.

En repli depuis le début des années 80', le cheptel ovin néozélandais s'est stabilisé en juin 2023/2022, à 25 M de têtes en juin 2023.

31 mai : entrée en vigueur des accords commerciaux du Royaume-Uni avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023



Rebond des exportations britanniques de viande ovine : Le marché britannique est sous la pression des viandes océaniques alors que la demande interne n'est pas au rendez-vous : le disponible exportable augmente.

ÉTÉ

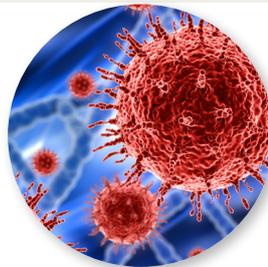
Fête de l'Aïd El-Kébir
du 27 juin au 1er juillet



Le début d'été pluvieux a bénéficié aux prairies et aux couverts mais a souvent pénalisé la qualité des moissons et des 2^{èmes} coupes



Vague de chaleur en août dans le Sud-Ouest, problèmes de mises-bas et de démarrage de la lactation pour les élevages laitiers précoces.



En septembre la FCO se propage rapidement dans le Sud-ouest, avec localement de forts taux de mortalité sur les lots au pâturage.



Légère baisse estivale de la cotation de l'agneau français

Pic des abattages pour l'Aïd el-Kébir en-deçà du niveau des années précédentes.



Les tempêtes s'enchainent sur la moitié Nord du pays et provoquent des dégâts importants et des inondations historiques.

AUTOMNE

Nouvelle PAC : des montants unitaires revus à la baisse par rapport au Plan Stratégique National (PSN)



La collecte laitière est toujours limitée par la hausse du prix des aliments, à 296 millions de litres sur la campagne d'octobre 2022 à septembre 2023, stable par rapport à la précédente.

Les sols gorgés d'eau empêchent les semis de céréales et raccourcissent le pâturage automnal.



Léger recul du **cheptel reproducteur français** de -0,6% en novembre 2023/2022, après un franc repli (-6%) entre 2021 et 2022.

La cotation dépasse les 8,90 €/kg fin 2023 : forte remontée à partir de fin septembre causée par un franc repli des sorties d'agneaux désaisonnés, à l'automne.



Après une chute en 2022, la demande chinoise s'est légèrement redressée en 2023.



2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

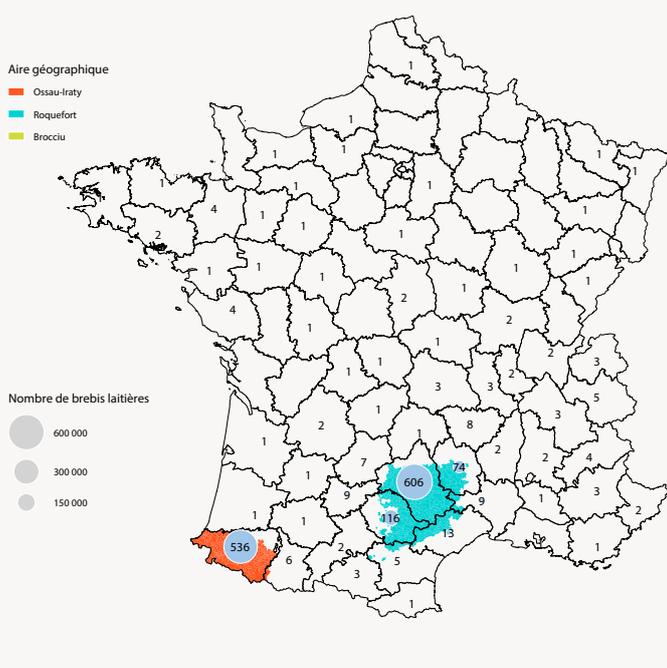
Des fabrications contraintes par des achats des ménages toujours ralentis

Après avoir enregistré une baisse lors de la campagne 2021-2022, la collecte nationale de lait de brebis s'est maintenue sur la campagne 2023 (d'octobre 2022 à septembre 2023). Malgré des charges toujours élevées et la sécheresse estivale de 2022, la bonne qualité des fourrages a en effet permis de maintenir les volumes de production. La situation économique des élevages reste cependant fragile : à 1 172 €/1 000 l, le prix du lait payé aux éleveurs a connu une progression inédite (+11%), mais toujours insuffisante pour couvrir la flambée des coûts de production connue ces deux dernières années.



CHEPTEL 2021

REPARTITION DEPARTEMENTALE DES REPRODUCTEURS OVINS LAIT (2021)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BDNI / Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

4 330 exploitations

C'est le nombre d'exploitations détenant plus de 10 brebis laitières en novembre 2023 d'après le SSP, soit -2% /2022

Un cheptel de brebis laitières en légère hausse entre 2020 et 2021

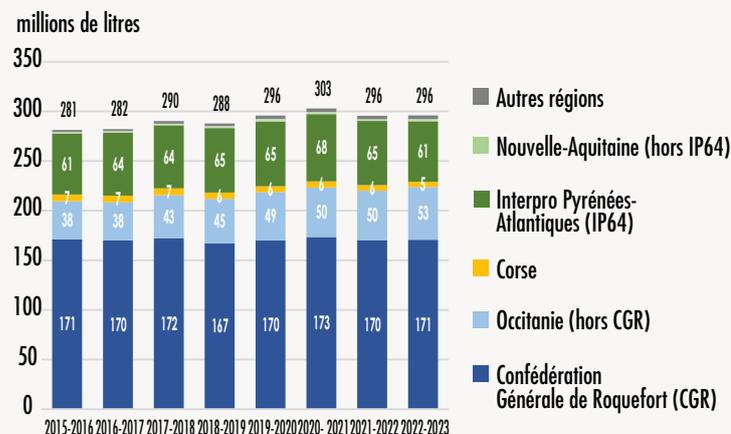
D'après les dernières données BDNI consolidées, le cheptel national de reproducteurs ovins lait s'établissait à 1,56 million de têtes au 1^{er} janvier 2022, en hausse de +0,7% comparé au 1^{er} janvier 2021 et stable comparé à la moyenne des cinq dernières années.

Le cheptel reproducteur français se répartit principalement sur sept départements, qui regroupent à eux seuls un peu plus de 90% de l'effectif national. En première position on retrouve l'Aveyron, avec 606 000 reproducteurs ovins lait (+1% /2020), puis les Pyrénées-Atlantiques (536 000, +1%/2020), le Tarn (116 000, -1%), la Lozère (74 000 têtes, -4%), et les deux départements corses (77 500, -1%). Tout ou partie du territoire de ces départements est lié à une aire d'appellation fromagère : l'AOP Ossau-Iraty pour les Pyrénées-Atlantiques, le Brocciu pour les départements corses, le Roquefort pour les trois autres départements cités ainsi que l'IGP Pérail, qui a été reconnue par l'INAO en octobre 2022. A chacune de ces zones est associé un système d'élevage spécifique, caractérisé notamment par l'élevage de brebis de races locales. L'Aveyron et les Pyrénées-Atlantiques regroupent les deux-tiers des exploitations ovines laitières françaises.

Plus récemment, et selon les estimations du SSP, le cheptel reproducteur ovins lait (brebis et agnelles saillies) aurait reculé de -5% d'une année sur l'autre au 1^{er} novembre 2022, atteignant 1,48 millions de têtes. Cette évolution peut s'expliquer par le choix des éleveurs, confrontés à un manque de fourrages suite à l'été 2022 et à la hausse du prix des aliments, de réformer plus vite les brebis les moins productives.

COLLECTE NATIONALE DE LAIT DE BREBIS

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, CGR et IP64

296 millions de litres

C'est la collecte établie sur la campagne 2022-2023 en France

Une collecte toujours freinée par la hausse du prix des aliments

Malgré une baisse enregistrée depuis le début de l'année 2023, le prix des matières premières est resté très élevé. Le prix des aliments qui a bondi de +10% sur la campagne 2022-2023, et le manque de fourrages suite à la sécheresse de l'été 2022, ont incité nombre d'éleveurs à réduire la distribution de fourrages et de concentrés et diminuer leurs effectifs de brebis.

Au bilan sur la campagne 2022-2023, la collecte est stable, à 295,9 ML. Ce maintien fait toutefois suite à une baisse prononcée de près de -2,5%, entre les campagnes 2020-2021 et 2021-2022, venant rompre une dynamique de croissance quasi-continue depuis 2013 (sauf entre 2018 et 2019).

La collecte a diversement évolué dans les trois principales régions de production : +2% en Occitanie (contre -2% entre les deux précédentes campagnes), -5% en Nouvelle-Aquitaine (même recul) et -7% en Corse (contre -3% précédemment). Dans les autres régions, qui pèsent très peu dans la collecte nationale, la collecte a progressé de +7% en moyenne.

Les volumes de lait bio collectés sont relativement élevés dans la filière brebis : ils représentent 11% de la collecte nationale, contre 5% en lait de vache et 3% en lait de chèvre.

À 97% occitane, la collecte française de lait de brebis biologique est restée stable d'une campagne sur l'autre en 2022-2023 (+0,1% à 33,23 ML), tout comme lors de la campagne précédente.

Les laiteries n'acceptant plus de nouvelles conversions depuis près de deux campagnes, faute de marché, le nombre de livreurs de lait bio au pic de collecte (avril) a légèrement baissé, de -1% /2022.

Les volumes collectés étaient en hausse en 1^{ère} partie de campagne puis la tendance s'est inversée après le pic de collecte, pour les mêmes causes qu'en conventionnel (démarrage précoce des lactations, canicule l'été, et fourrages en quantité mais de qualité modeste au printemps).

Plus d'une brebis sur dix élevée en bio

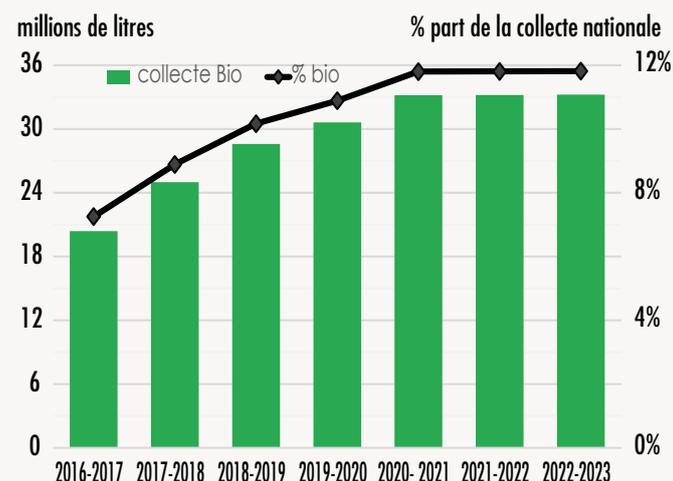
Selon les données de l'Agence bio, 746 exploitations (-4% / 2021), élevant 166 000 brebis laitières (+6%) étaient certifiées bio en 2022. Elles étaient localisées à 43% en Occitanie et 16% en Nouvelle-Aquitaine. Après plusieurs années de progression et face aux difficultés accentuées dans le secteur bio, le nombre de livreurs certifiés diminue cependant depuis le second semestre 2023.

Nette augmentation du prix du lait dans toutes les régions

Le prix réel du lait de brebis a atteint 1 172 €/1 000 l sur la campagne 2022-2023, en hausse de +10,8% /2021-2022 (soit +114 €/1 000 l). Cette progression du prix payé s'explique par une nouvelle hausse du prix standard de +10% (+106 €, à 1 137 €/1 000 l), combinée à un enrichissement de la teneur moyenne en MG et MP. La hausse de prix a été bien plus importante en conventionnel (+12%, à 1 140 €/1 000l) qu'en Agriculture Biologique (+3%, à 1 420€), ce qui explique pourquoi la hausse de prix en Occitanie (+11%), qui concentre près de 95% de la production de lait biologique, a été légèrement moindre qu'en Nouvelle-Aquitaine (+12%).

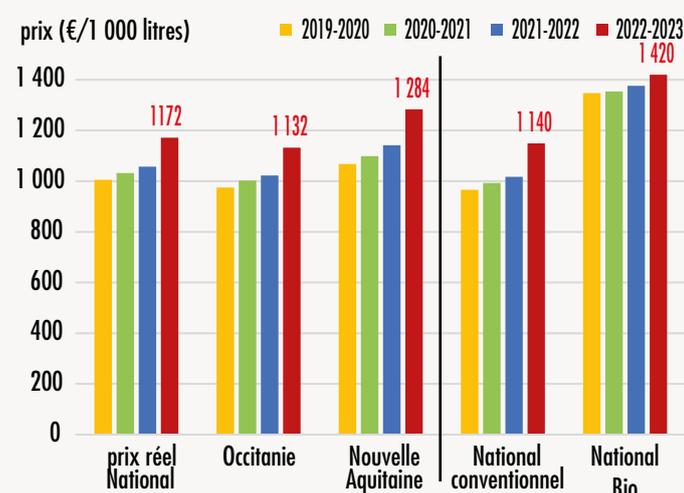
Cette nouvelle revalorisation du prix représente un soutien au revenu des producteurs. Mais, ces hausses n'ont pas encore totalement compensé l'évolution des coûts de production.

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS BIOLOGIQUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE BREBIS EN FRANCE

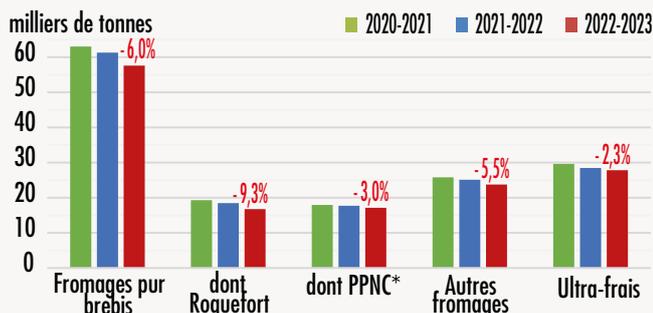


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

FABRICATIONS & CONSOMMATION

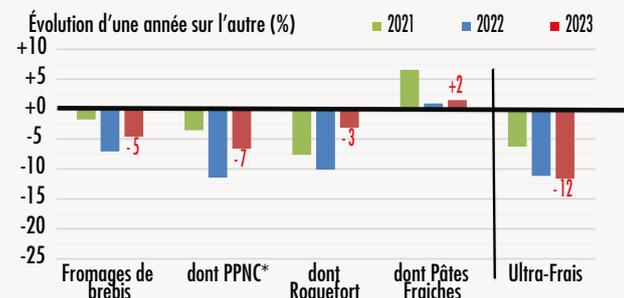
FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS AU LAIT DE BREBIS



*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES ACHATS DES MÉNAGES (EN VOLUME) DE PRODUITS LAITIERS AU LAIT DE BREBIS

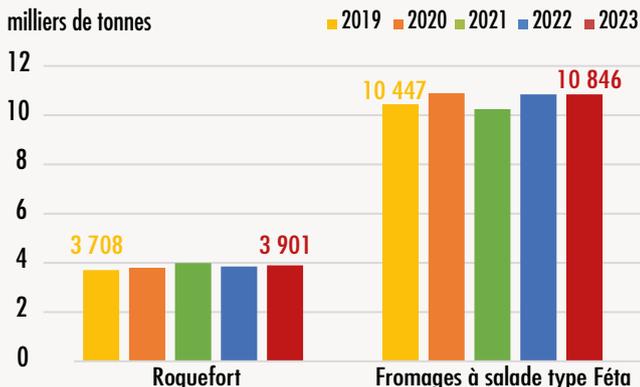


*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar / FAM

EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2023

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TDM

Nouveau repli des fabrications

Alors que la collecte s'est maintenue, les fabrications de produits au lait de brebis ont reculé d'une campagne à l'autre, de -6,0% pour les fromages et de -2,3% pour les produits ultra-frais. La baisse a touché toutes les catégories de fromages, avec un repli compris entre -3,0% pour les pâtes pressées non cuites (PPNC) et -9,3% pour le Roquefort. Les fromages à salade ont quant à eux mieux résisté (-2,4%), en lien avec des conditions climatiques favorables à la consommation de salades, et malgré une demande à l'export en baisse (-12% au 1^{er} semestre 2023/2022).

Avec une consommation des Français en repli dans un contexte de crise du pouvoir d'achat généralisée, les transformateurs ont ralenti les fabrications de produits à base de lait de brebis, fromages comme ultra-frais. La hausse de la demande internationale pour du lait de brebis vac, dans un contexte de baisse de collecte chez nos voisins européens, a permis de valoriser les surplus de lait.

Baisse des achats face à une hausse des prix de vente très marquée

Après avoir progressé jusqu'à mi-2021, la consommation de la plupart des produits au lait de brebis recule progressivement d'année en année, l'inflation pesant sur le porte-monnaie des Français.

Selon le panel Kantar, pour FranceAgriMer, les achats de fromages au lait de brebis ont reculé de -5% entre 2022 et 2023, avec un prix moyen en hausse de +11%. Les ventes de Roquefort et d'Ossau-Iraty se sont repliées respectivement de -3% et -12% pendant que leurs prix progressaient de +10% et +15%. Les fromages à salade type feta s'en sortent bien mieux avec +2% en volumes malgré une augmentation du prix de +16%... mais les ventes d'ultra-frais reculent de -12% alors que leur prix de vente connaît la plus faible hausse (+9%).

Les fromages au lait de brebis, à hausse de prix similaire, subissent une baisse d'achat marquée alors que les fromages au lait de vache et de chèvre se maintiennent. En moyenne sur la campagne, ils restent plus chers : 17,50 €/kg contre 13,80 €/kg pour les fromages au lait de chèvre et 11,0 €/kg pour les fromages au lait de vache.

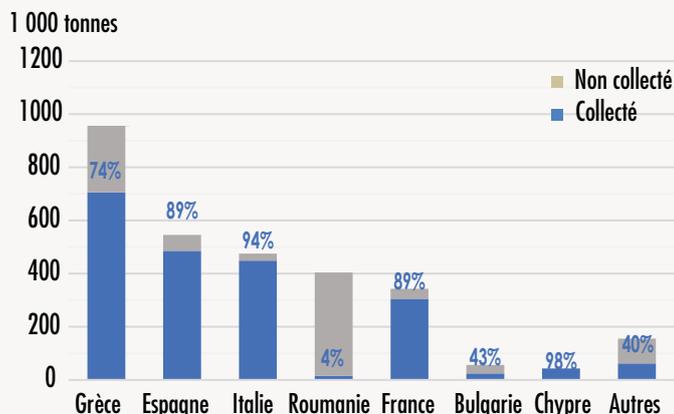
Légère hausse des exports de Roquefort

Alors que les fabrications de fromages ont dans l'ensemble baissé en France sur la dernière campagne, les exportations de fromages à pâte fraîche, type feta, étaient stables entre 2023 et 2022, après un tassement en 2021. A 10 850 tonnes, elles ont augmenté de +0,5% vers leur premier destinataire, l'Allemagne, et de +14% vers les États-Unis, mais se sont repliées vers la Belgique (-19%) et l'Arabie Saoudite (-23%). Leur prix moyen à l'export a progressé de +17%, passant de 6,05 à 7,06 €/kg.

Le Roquefort a contrario vu ses envois légèrement augmenter, de +1% d'une année sur l'autre sur la même période, totalisant 3 900 tonnes. Parmi les clients majeurs, les exportations vers l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, ont diminué, de respectivement -10%/2013, -10% et -9%. Les flux en progression sont quant à eux assez disparates mais tous conséquents, avec +15% vers l'Espagne, notre premier client, mais aussi +1% vers les USA. Ils étaient stables vers la Belgique. Le prix moyen à l'export a baissé de -15% par rapport à 2022, passant de 11,75 à 12,70 €/kg en 2023.

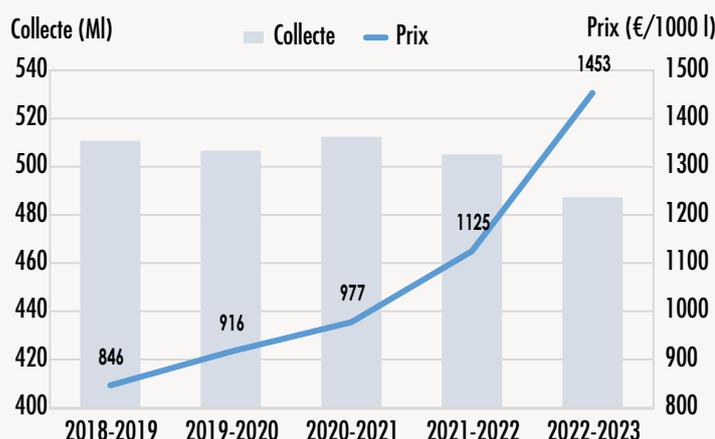
LA PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS EN EUROPE

PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE BREBIS CHEZ LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE L'UE-27 EN 2022



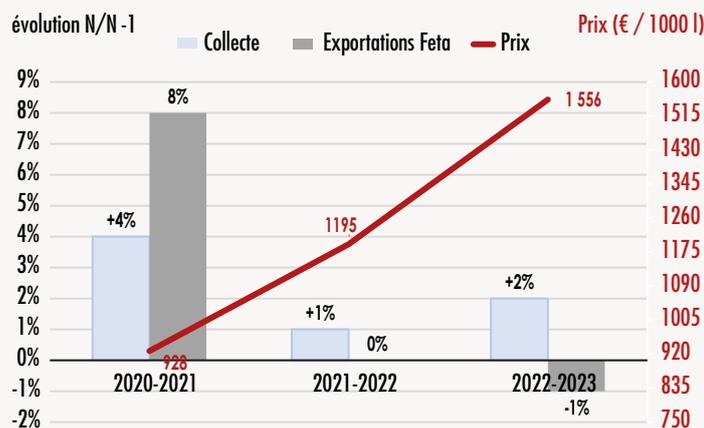
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COLLECTE ET PRIX DU LAIT DE BREBIS EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA

COLLECTE, EXPORTATIONS ET PRIX DU LAIT EN GRÈCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Elgo

Nette progression du prix payé aux producteurs européens

À près de 2,3 Mt en 2022, la collecte européenne de lait de brebis a légèrement progressé d'une année sur l'autre. Elle se concentre à plus de 90% en Grèce, Espagne, Italie et France.

En 2023, le prix du lait de brebis a de nouveau progressé dans tous ces pays, en raison de faibles disponibilités laitières à l'échelle européenne et de la hausse des coûts de production.

En Espagne, la collecte recule encore en 2023

À 487 MI, la collecte espagnole de lait de brebis recule pour la 2^{ème} campagne consécutive et de façon plus accentuée : -4% /2021-2022 (soit -19 MI) contre -1,5% entre les deux précédentes campagnes.

Le prix du lait de brebis a alors progressé pour la 6^{ème} campagne consécutive, de +30% /2021-2022, à 1 452 €/1 000 l. Entre les deux précédentes campagnes, il avait déjà progressé de +15%. Les coûts de production ont eux aussi continué de croître.

En 2023, le nombre de réformes espagnoles a ralenti (-17% /2022) mais la situation reste préoccupante : le nombre d'éleveurs ovins lait a diminué de -6% face aux difficultés (sécheresse printanière, inflation, épizooties, manque de repreneurs...).

Alors que l'offre nationale peine à satisfaire la demande des laiteries depuis 2017, la chute du nombre de livreurs perdure (-7% en 2019, -6% en 2020, -4% en 2021, -6% en 2022 et -7% en 2023 aux pics de collecte). La restructuration du secteur se poursuit, malgré les prix élevés constatés tout au long de l'année écoulée.

Les principales communautés autonomes productrices, Castille-et-León et Castille-la Manche, présentent des collectes en baisse en 2023 : respectivement -4,5% à 278 MI et -1,7% /2022 à 166 MI. Le prix du lait de brebis en Castille-la Manche a bondi de +38%, à 1 380 €/1 000 l et de +32%, à 1 431 €/1 000 l en Castille-et-León.

La tempête Daniel freine la bonne dynamique en fin de campagne

En Grèce, l'inflation a nettement diminué en 2023 (+4% contre +9% en 2022) et les abattages de brebis étaient stables d'une année sur l'autre.

La relance de la filière du lait de brebis en Grèce se confirme, bénéficiant d'un prix à la production à un niveau record : après une progression de +29% sur 2021-2022, il a en effet bondi de +30% sur la campagne 2022-2023, passant de 1 195 à 1 556 €/t. La collecte a progressé de +2%, à 706 millions de litres (+13,6 millions), profitant d'une hausse des effectifs de reproductrices en élevages.

Sur l'année, les exportations de Feta ont reculé de -1%/2022, à 84 500 t, et leurs stocks ont probablement augmenté, mais ces dernières repartaient à la hausse au dernier trimestre 2023 ainsi qu'en janvier 2024. Sur le long terme, la demande internationale en Feta est en effet plutôt dynamique.

La tempête Daniel pourrait toutefois ralentir le démarrage de la campagne 2023/2024. Environ un quart des terres utilisées pour l'agriculture en Thessalie a été inondé. La baisse de collecte n'est toutefois que de -1% sur les trois premiers mois de cette campagne.

En Italie, la collecte dans la zone de production du Pecorino s'est redressée de +7% /2021-2022 (près de 2/3 du lait de brebis en Italie) et les fabrications de Pecorino ont suivi : elles ont atteint un record en 2022-2023, à 36 700 t (+12%). En 2023, leurs exports ont par ailleurs de nouveau baissé, de -6% /2022, à 19 000 t, tout comme leurs achats : on peut s'attendre à la constitution de stocks. La cotation du Pecorino s'est toutefois appréciée pour la 4^{ème} année, de +16% /2022, à 13,48 €/kg en 2023 ; elle a néanmoins commencé à baisser fin 2023. Selon ISMEA, le prix du lait de brebis a quant à lui atteint 1 404 €/1000 l (soit +344€/2021-2022), en hausse depuis 2019.

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

Net repli de la production en 2023

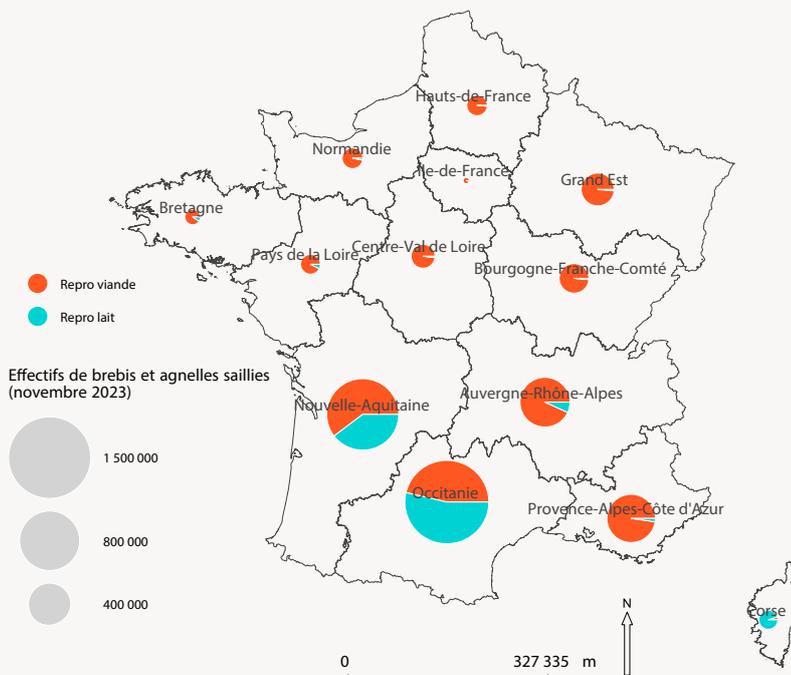
En 2023, la baisse de la production française s'est accentuée, avec un nouveau repli des sorties des élevages français associé une nouvelle fois à celui des imports de vifs espagnols. Avec des importations de viande ovine stables d'une année sur l'autre, le disponible français a alors diminué. Les achats des ménages restent en recul, en lien avec une inflation qui s'est légèrement contractée mais reste pesante pour le portefeuille de ces derniers.

Avec un repli de l'offre qui s'est aggravé, la cotation a de nouveau atteint des records, dépassant les 8,90 €/kg entrée abattoir en fin d'année. Parallèlement, le prix des intrants s'est contracté (engrais, carburant) ou stabilisé (aliments) d'une année sur l'autre, mais en restant à des niveaux considérablement élevés. Fin 2023, le cheptel reproducteur ovin viande s'est presque maintenu d'une année sur l'autre, décrochant toutefois de -15% sur la décennie.



CHEPTEL 2023

CHEPTELS RÉGIONAUX DE BREBIS ET AGNELLES SAILLIES EN 2023



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Artique

3,4 millions

C'est le nombre de brebis et d'agnelles saillies allaitantes recensées en France en novembre 2023.

D'après les résultats extrapolés de l'enquête cheptel du SSP, le cheptel français en 2023 se composait de 4,8 M de brebis et agnelles saillies, en léger recul, de -0,6% /2022.

La tendance baissière, à l'œuvre depuis les années 1980 (le cheptel national approchait les 10 M de têtes), s'est accélérée en 2022 sous l'effet de la sécheresse estivale couplée à la hausse du prix des aliments et poursuivie, bien que plus modestement, en 2023, avec une amélioration des conditions météorologiques.

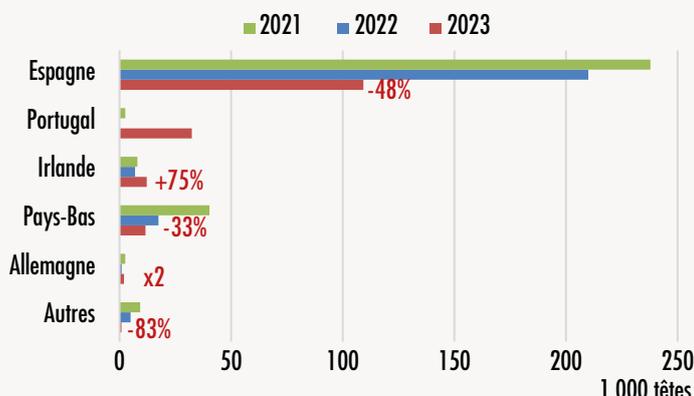
Les abattages d'agneaux comme d'ovins adultes ont nettement reculé, sous l'effet d'un repli du nombre de reproductrices fin 2022, associé à un bas niveau d'importations d'ovins vivants espagnols.



ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2023

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS*

Les importations françaises d'ovins vivants perdent encore du terrain en 2023, reculant de -30% d'une année sur l'autre, soit -72 000 têtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

160 450

C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2022.

Cette baisse est due au **repli** conjugué des importations d'**agneaux** (-26% /2022 à 160 000 têtes, soit -55 000 têtes) et d'**ovins adultes** (-68% à 8 000 têtes, soit -17 000 têtes).

Ces ovins vivants proviennent majoritairement d'**Espagne** (-45% /2022 à 102 000 agneaux et -72% à 7 000 ovins adultes) et, dans une moindre mesure, des **Pays-Bas**** (-33% à 12 000 agneaux).

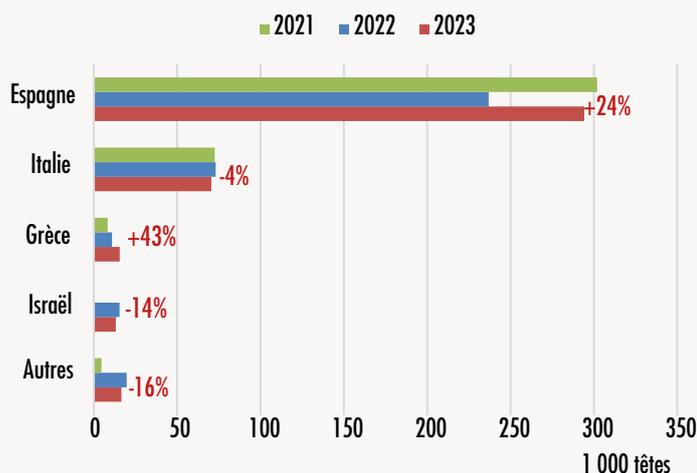
Malgré un effondrement des flux d'agneaux comme d'ovins adultes en 2023, l'**Espagne** reste de loin notre 1^{er} fournisseur d'ovins vifs, avec 109 000 têtes, soit -49% /2022. Les imports d'ovins vifs ont représenté 5% des abattages français en 2023.

*Données 2023 (Espagne) estimées car erreurs douanes non corrigées à l'heure 6^e la publication.

**Attention, le port de Rotterdam aux Pays-Bas est une plaque tournante.

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

Après un regain, les envois d'agneaux sont repartis à la hausse en 2023, avec 410 000 têtes exportées (+15%).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

+54 150 têtes

C'est le regain des exportations françaises d'agneaux vivants en 2023

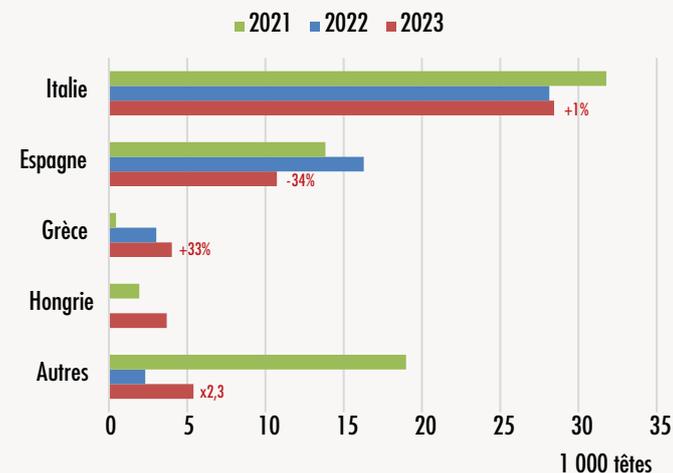
Le dynamisme des envois d'agneaux vers notre 1^{er} débouché, l'**Espagne** (+24% à 294 000 têtes), mais aussi vers la **Grèce** (+43% à 16 000 têtes), ont largement contrebalancé la baisse des envois vers l'**Italie** (-4% à 71 000 têtes) et **Israël** (-14% à 13 000 têtes).

Vers l'**Allemagne**, ils ont progressé de +50%, passant de 7 à 10 000 têtes.

Après avoir triplé entre 2021 et 2022, les envois vers le **Liban** se sont de nouveau stoppés en 2023. Ceux vers la **Libye**, arrêtés en 2016, n'ont toujours pas repris.

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Tout comme les envois d'agneaux, ceux d'ovins adultes vivants sont repartis à la hausse en 2023 (+5% /2022).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

+2 500 têtes

C'est la hausse des exportations françaises d'ovins adultes vivants en 2023

Les exportations d'ovins adultes vers l'**Italie**, de loin leur 1^{er} débouché, ont légèrement augmenté, de +1%, atteignant 28 000 têtes. Elles ont également progressé vers la **Grèce**, de +33% à 4 000 têtes.

Par ailleurs, les envois vers l'**Espagne** ont nettement reculé, de -34% à 11 000 têtes. Stoppés en 2022, les envois vers la **Hongrie** ont repris en 2023, atteignant 3 700 têtes, contrairement à ceux vers les **Pays-Bas** et la **Pologne**, qui ont pris fin en 2022.

Comme chaque année, les envois d'ovins toutes catégories se sont principalement orientés vers l'Espagne et l'Italie, avec des agneaux majoritairement issus du cheptel laitier et expédiés surtout pour les fêtes de fin d'année.

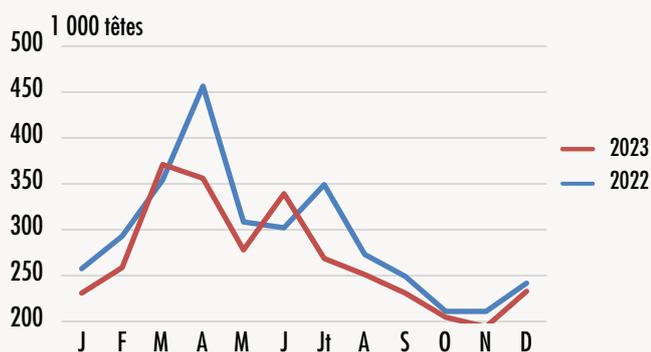
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

72 930 téc

C'est la quantité de viande ovine abattue en France en 2023.

PRODUCTION 2023

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX



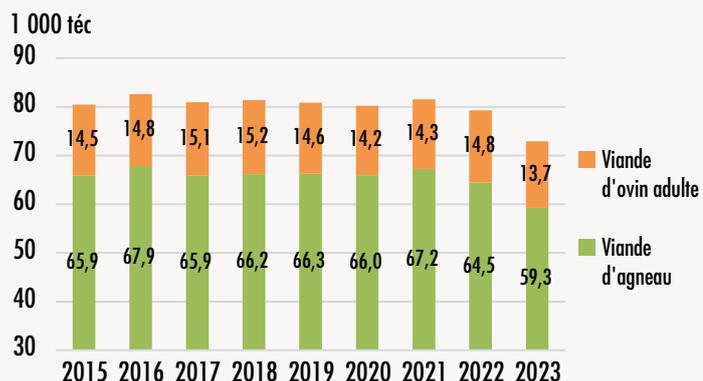
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3,2 millions de têtes, la baisse des abattages contrôlés d'agneaux s'est accentuée en 2023 (-8% /2022).

Les **sorties** d'agneaux des exploitations françaises ont de nouveau reculé (-5% soit -181 000 têtes /2022), à 3,5 millions de têtes. Les **importations** d'agneaux vivants ont également chuté une nouvelle fois, accentuant la baisse de la production française. Les **exportations** d'agneaux ont en revanche progressé, de +15% (+54 000 têtes). *In fine*, les **abattages** d'agneaux ont franchement reculé d'une année sur l'autre (-8% soit -291 000 têtes), après avoir déjà régressé de -4% entre 2021 et 2022.

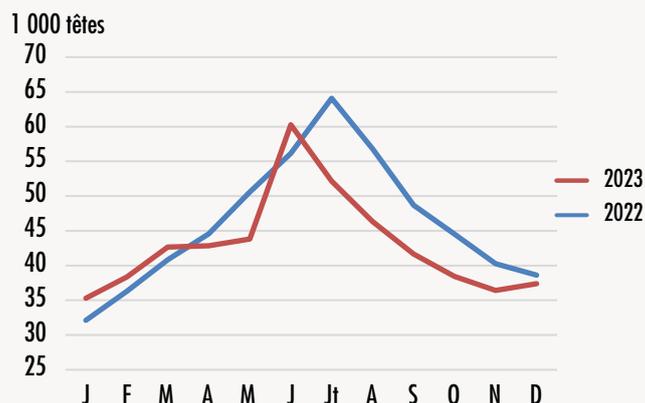
La baisse des effectifs d'agneaux abattus a été effective tout au long de l'année. Au 1^{er} semestre, elle était de -7% /2022, avec une baisse encore plus forte en mars-avril (-10%) au moment de Pâques et de l'Aïd el Fitr. Au 2nd semestre, elle s'est accentuée (-10% /2022). Le cours historiquement élevé de l'agneau ainsi que des intrants toujours chers n'ont une nouvelle fois pas incité beaucoup d'éleveurs à **désaisonniser**.

VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Après avoir bondi en 2022, les abattages contrôlés d'ovins adultes ont continué de progresser au 1^{er} semestre 2023, avant de franchement reculer au 2nd.

Les **sorties** de réformes ovines des exploitations françaises se sont repliées en 2023, de -3%, à 560 000 têtes, après avoir progressé entre 2021 et 2022 (sécheresse estivale).

Associées à un effondrement des **importations** d'ovins adultes vivants espagnols (-72%), cela a logiquement provoqué une baisse des **abattages** d'ovins adultes (-7% /2022, à 515 600 têtes).

La hausse des **expéditions** de réformes françaises (+5% /2022 à 52 000 têtes) a aussi contribué à contraindre ces abattages.

Le recul appuyé des effectifs abattus d'agneaux comme de réformes ainsi que l'allègement des carcasses de ces dernières ont induit un recul de -8% de la production française de viande ovine en 2023 (à 72 930 téc).

En progression depuis 2017, le poids de carcasse moyen des agneaux français a continué de croître entre 2022 et 2023 (+0,2%, à 18,42 kgéc). Face à des effectifs abattus en baisse, la production de viande d'agneau a donc reculé, de -8% /2022, à 59 300 téc.

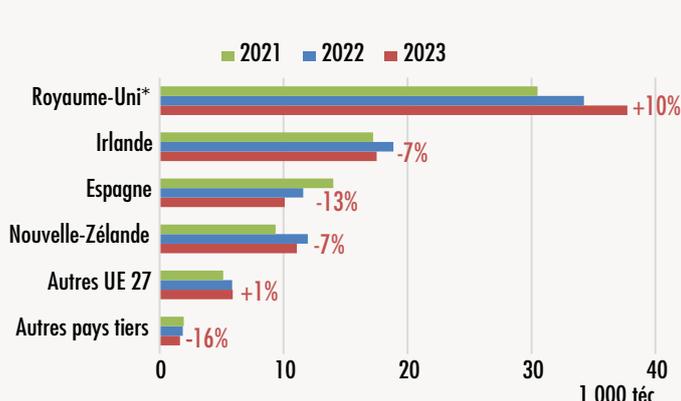
En progression entre 2019 et 2022, le poids carcasse moyen des réformes s'est contracté en 2023 (-1% /2022 à 26,5 kg), illustrant des abattages précoces sous l'effet d'un manque d'aliments (prix élevé) et/ou peut-être d'un prix attractif entrée abattoir (donnée inconnue car brebis incotées depuis 2020). Ainsi, la production de viande d'ovins adultes abattue a davantage reculé en volume qu'en effectifs, de -8%, atteignant 13 700 téc.

83 950 téc

C'est le volume de viande ovine importée à destination du marché français en 2023.

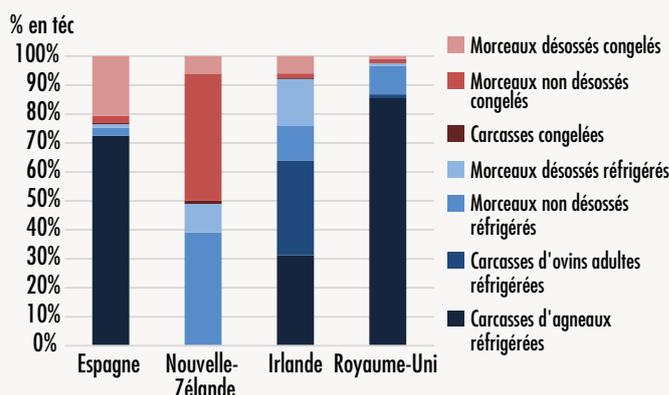
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2023

ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES*



*Volumés calculés en soustrayant le ré-export estimé de viande ovine britannique
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES**



* Volume estimé et destiné au marché (après neutralisation du ré-export)
**Données brutes avant correction pour Royaume-Uni
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

En 2023, les importations françaises de viande ovine ont atteint 83 950 téc*, se maintenant à leurs modestes niveaux de 2022. Elles restaient alors -10% sous la moyenne 2015-2019, avant le covid-19.

À partir de 2021, la répartition des **formes de viande ovine importées en France** a été modifiée suite au transit de volumes issus du Royaume-Uni (simplifications post-Brexit). La part de carcasses réfrigérées dans le total importé et exporté en France est donc « gonflée » par de la viande britannique en transit.

En 2023, notre 1^{er} fournisseur de viande ovine reste le Royaume-Uni et la majorité de la viande ovine importée en France est alors réfrigérée : les carcasses d'agneau **réfrigérées** représentaient 63% des volumes en 2023 (60% en 2022) contre 8% pour celles d'ovins adultes. Les **découpes**, majoritairement réfrigérées (à 60%), représentaient près de 30% des volumes totaux importés, dont la totalité de la viande ovine néozélandaise. **Le prix moyen des viandes ovines importées** (réexport compris) a baissé, passant de 7,45 à 7,19 €/kg d'une année sur l'autre, à l'image des prix de l'agneau chez nos principaux fournisseurs (sauf l'Espagne).

Après une année 2021 très compliquée au **Royaume-Uni** (effondrement de la production et des exportations de viande ovine post-Brexit), la situation s'est améliorée en 2022 puis en 2023. En 2023, la baisse des importations britanniques de viande ovine (-11% /2022), couplée à une production stable, a amoindri les disponibilités britanniques à l'export, ce qui n'a pas empêché une nette hausse de ses exportations (+12%) notamment vers la France, dont le Royaume-Uni est demeuré le 1^{er} fournisseur, préservant 45% des parts de marché. 85% des volumes de viande ovine britannique importés en France étaient des carcasses d'agneaux réfrigérées, contre 83% en 2022 (volumes réexportés inclus). Leur prix moyen s'est établi à 7,29 €/kg éc, soit -1% /2022.

Malgré une légère hausse de la production et des envois **néozélandais**

en 2023, la reprise de la demande chinoise a diminué les disponibilités de viande ovine sur le reste du marché mondial et provoqué, entre autres, une baisse des expéditions vers la France (-7% à 11 000 téc, selon les douanes françaises, soit 13% des imports français, contre 14% en 2022). Ainsi, la part de viande néozélandaise congelée exportée vers la France a diminué (51% contre 59% en 2022). Cette viande est entièrement découpée, et pour moitié constituée de gigots (55%). Le prix moyen de la viande ovine néozélandaise s'est écroulé, passant de 8,74 à 7,39 €/kg d'une année sur l'autre, en raison d'un marché mondial noyé sous d'importants volumes d'agneau australien au 2nd semestre 2023.

En **Irlande**, malgré un recul des effectifs ovins abattus, la production en volume a atteint le niveau le plus élevé depuis 2006. Malgré cela, les exportations irlandaises ont régressé (-6% /2022) du fait d'une compétitivité accrue des viandes océaniques et britanniques. Les importations françaises de viande irlandaise ont alors reculé de -7% /2022, à 18 000 téc. Leur part de marché est passée de 22 à 21% entre 2022 et 2023. Elles sont principalement constituées de carcasses réfrigérées d'agneaux (31% en 2023 au prix moyen de 7,46 €/kg éc), de carcasses réfrigérées d'ovins adultes (33%) et de découpes réfrigérées (28%).

Après une année record en 2021, les importations françaises de viande ovine **espagnole** se sont repliées en 2022 puis de nouveau en 2023 (-13%, à 10 100 téc). Leur part de marché ne cesse de reculer : 18% en 2021, 14% en 2022 et 12% en 2023, à l'image de l'état du marché ovine espagnol. Ces importations comptaient notamment 53% de carcasses d'agneaux réfrigérées, 6% plus chères qu'en 2021 (à 7,46 €/kg éc), et 27% de carcasses d'ovins adultes réfrigérées. Les envois de vifs espagnols se sont également inclinés en 2023.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

44%

C'est la part de viande ovine française dans la consommation nationale en 2023.

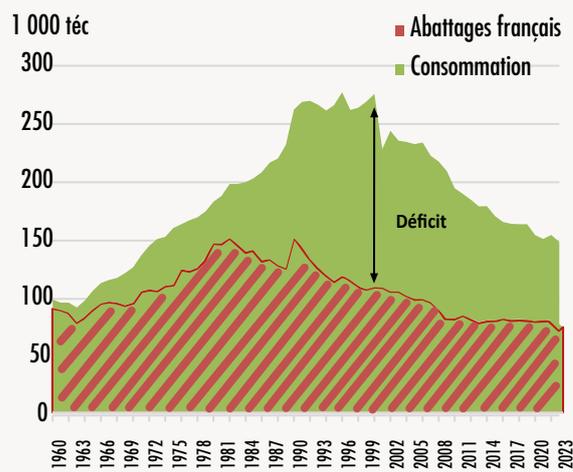
CONSOMMATION 2023

BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2020	2021	2022	2023	2023/22
Abattages contrôlés	110	83	80	82	79	73	-8%
Imports vifs	10	7	3	4	3	2	-30%
Exports vifs	7	10	5	4	4	5	+14%
Production indigène brute	107	85	82	82	80	76	-6%
Imports viande	175	121	81	78	84	84	-1%
Exports viande	9	9	7	8	8	8	-1%
Consommation	275	195	155	151	155	148	-4%
Population (millions hab.)	61	65	67	68	68	68	=
Consommation/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,3	2,2	2,3	2,2	-4%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



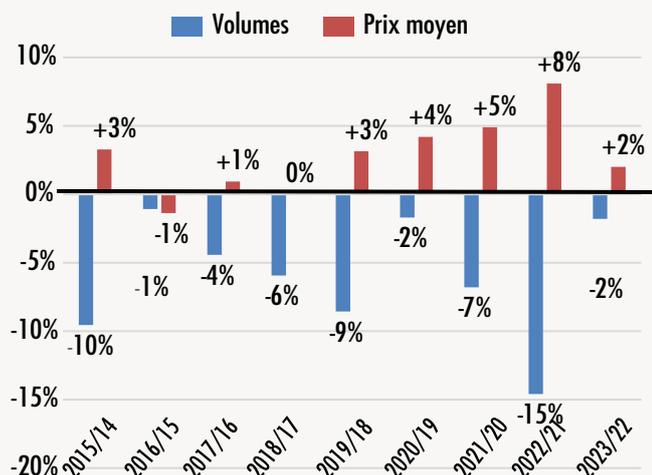
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

Le disponible en viande ovine repart à la baisse en 2023

La baisse des abattages français s'est accélérée en 2023 et les importations de viande ovine s'étant maintenues aux modestes niveaux de 2022, la **consommation** française s'est **repliée**. Calculée par bilan (abattages + importations - exportations de viande ovine), celle-ci a perdu -6 700 téc, à 148 500 téc. La consommation par habitant est ainsi estimée à 2,2 kg éc en 2023, soit -4% /2022, et presque moitié moins qu'en 2000. La consommation française de viande ovine (d'agneau, surtout) diminue sur le temps long et les acteurs de la filière redoutent une moindre présence et une perte de visibilité de leurs produits dans les rayons. **L'inflation** accentue cette tendance de fond.

Avec le net repli des **abattages français**, leur part dans la consommation nationale a encore diminué, retombant à 44% (contre 48% en 2021 et 46% en 2022). Le reste des volumes est fourni notamment par les viandes britannique (25% contre 22% en 2022), irlandaise (12%), espagnole (7%) et néozélandaise (7% contre 8% en 2022).

ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS



*Viande ovine hors élaboré

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar Worldpanel/FranceAgriMer

D'après les données extrapolées du panel Kantar, la baisse des achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) a ralenti entre 2023 et 2022

Enregistrée à -15% en volume entre 2021 et 2022, à l'apogée de l'inflation, la baisse des achats d'agneau par les ménages français s'est amenuisée entre 2022 et 2023, parallèlement à une contraction de la hausse de prix (+8% entre 2021 et 2022 contre +2% entre 2022 et 2023).

Alors que cette baisse avait touché toutes les espèces entre 2021 et 2022, dans un contexte de forte baisse du pouvoir d'achat, en 2023, la volaille semble avoir été épargnée : les ventes de poulet, avec le prix moyen au kg le plus faible (8,46€) se sont redressées (+6%) en lien également avec un redressement de l'offre post crise d'influenza aviaire..

La nouvelle hausse du prix moyen de la viande ovine, qui est déjà parmi les viandes les plus onéreuses, participe à ce repli des achats.

COTATION 2023

COTATION DE L'AGNEAU FRANÇAIS

À 8,26 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, la cotation de l'agneau français s'est de nouveau envolée en 2023, de +0,28 €/kg par rapport à 2022.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

8,26 €/kg de carcasse

C'était la cotation moyenne de l'agneau entrée abattoir en France en 2023

Cotation soutenue et saisonnalité marquée en 2023

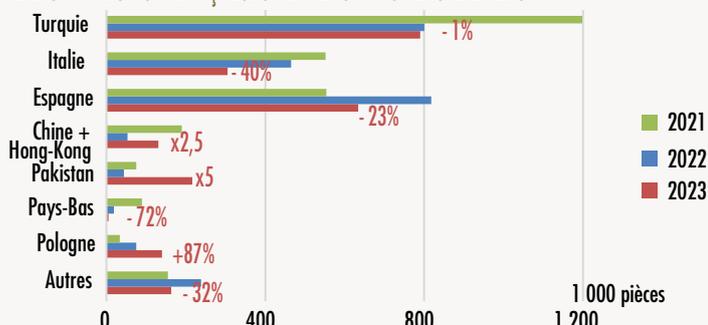
Alors qu'en 2022 le traditionnel repli de la cotation entre Pâques et les fêtes de fin d'année - qui traduit un recul saisonnier de la demande - n'avait pas eu lieu, ce dernier a légèrement été observé en 2023 : baisse encore plus appuyée de l'offre à l'automne, qui a fait fortement repartir le cours à la hausse, avant leur apogée pour les fêtes de fin d'année. Dans l'ensemble, à demande égale, ce creux aurait plutôt tendance à s'amenuiser d'année en année puisque la disponibilité des agneaux à l'automne (désaisonnés) décroît, malgré les caisses de péréquatation mises en place. Les prix historiquement élevés des aliments et des agneaux entrée abattoir, conduisent en effet à une hausse des sorties en été.

Soutenue toute l'année du fait d'une offre en repli, la cotation a dépassé la barre des 8,90 €/kg durant les fêtes de fin d'année.

EXPORTATIONS DE PEaux D'OVINS 2023

Après une reprise post-covid en 2021, les flux mondiaux de peaux lainées sont retombés en 2022 et la baisse s'est poursuivie en 2023. Ceux de laine sont franchement repartis à la hausse, après une stabilisation en 2022.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEaux D'OVINS LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

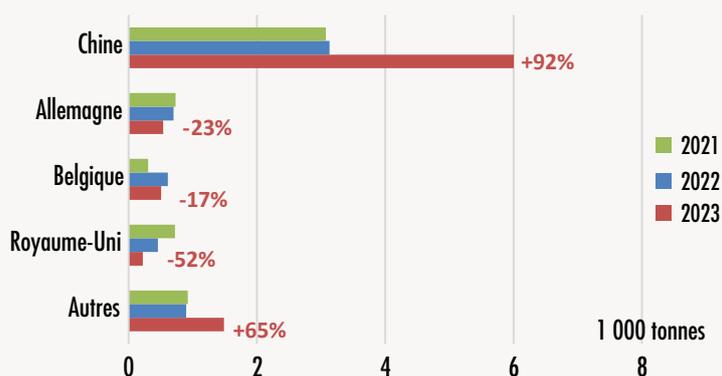
En 2023, les exportations françaises de peaux lainées ont poursuivi leur baisse (-6% /2022, à 2,4 M de pièces).

Les envois de peaux lainées d'agneaux (83% des envois) ont de nouveau reculé, de -5% entre 2022 et 2023, atteignant 1,97 millions de pièces. À 4,57 €/pièce, leur prix moyen a reculé de -0,47 €/pièce /2022 après une forte hausse en 2021. En 2020, ce prix avait atteint son plus bas niveau depuis 2009 (à 3,51 €/pièce).

Après avoir progressé en 2022, les envois de peaux lainées d'ovins adultes ont atteint 412 500 pièces en 2023, en baisse de -5% /2022. Le prix unitaire qui s'était effondré en 2021 (2,26 €/pièce), s'est rétabli à 5,80 €/pièce en 2022, puis a décroché à 4,96 € en 2023.

EXPORTATIONS DE LAINE 2023

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

Après avoir rebondi en 2021, les exportations françaises de laine s'étaient stabilisées en 2022 et sont de nouveau reparties à la hausse en 2023 (+51% /2022).

Les envois ont régressé vers l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni, mais le bond vers la Chine, 1^{er} client de la laine française, a largement contrebalancé ces baisses. Même si les envois français ne représentent que 1% des importations chinoises (63% pour l'Australie et 10% pour la Nouvelle-Zélande), la hausse de la demande chinoise a stimulé nos envois.

Après une pause en 2022, le prix moyen de la laine exportée par la France a repris sa baisse structurelle en 2023 pour tomber à 1,10 €/kg, les flux se développant vers le marché chinois, moins rémunérateur que le marché européen.

4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Les disponibilités en viande ovine au sein de l'UE se maintiennent d'une année sur l'autre

En 2023, le franc repli des exportations irlandaises comme espagnoles et la hausse des importations de viandes ovines britanniques et océaniques ont été contrebalancées par le recul des abattages en France et en Espagne. Le disponible en viande ovine de l'UE à 27 était donc stable d'une année sur l'autre. L'application des accords commerciaux entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande ainsi que l'Australie, a pesé sur le marché européen alors que le pouvoir d'achat des ménages dans la plupart des pays est resté modeste, contraignant les ventes d'agneau et pesant ainsi sur les cours de l'agneau dans certains pays.



44,4 millions de têtes

C'était le cheptel estimé de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 27 en décembre 2023

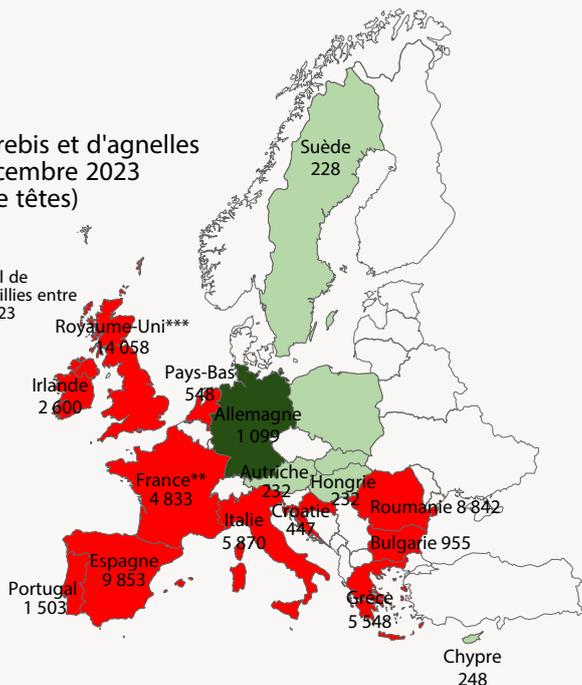
CHEPTEL 2023

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*

Effectifs de brebis et d'agnelles saillies en décembre 2023 (en milliers de têtes)

Evolution du cheptel de brebis et d'agnelles saillies entre déc. 2022 et déc. 2023

- de -14 à -5 %
- de -5 à -2 %
- de -2 à 2 %
- de 2 à 5 %
- de 5 à 32 %



D'après nos estimations, la baisse du cheptel reproducteur ovine de l'UE à 27 s'est accentuée entre fin 2022 et fin 2023, de -2,5%. Seules l'Allemagne (+21 000 têtes), la Lituanie (+900) et la Hongrie (+700) ont vu leurs effectifs augmenter et cela n'a pas suffi à contrebalancer le net repli du reste des cheptels, notamment en Espagne (-542 000 têtes), au Portugal (-127 000) et en Grèce (-121 000).

* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués sur la carte.

** Attention, les évolutions de l'enquête cheptel du SSP d'une année sur l'autre sont à prendre avec précaution. Ce sont des estimations de cheptels effectuées chaque année, au mois de novembre.

*** On mentionne le cheptel britannique, même post-Brexit, qui est essentiel dans la dynamique des marchés de l'agneau en Europe (source DEFRA).

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

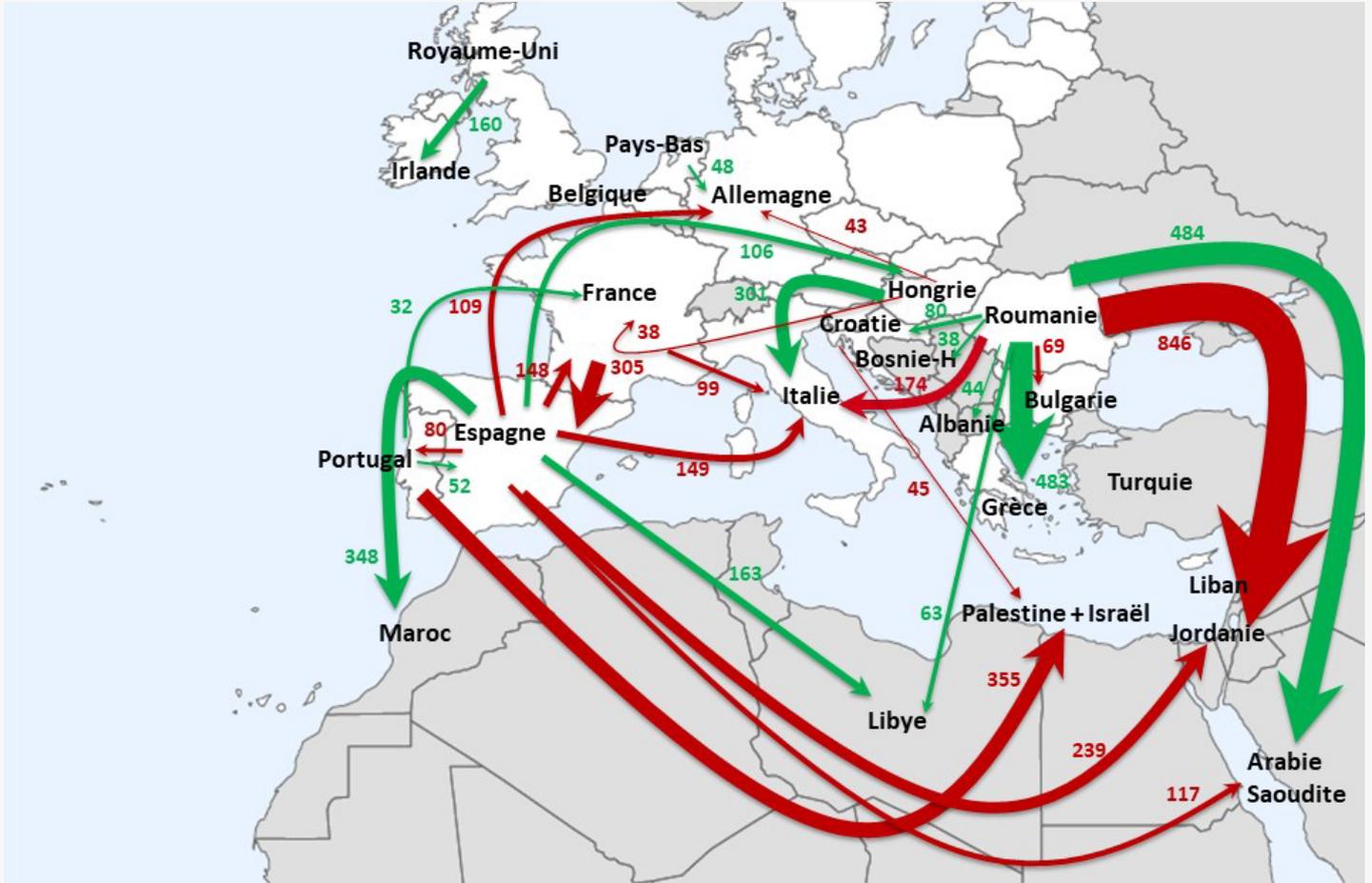
FLUX D'OVINS VIVANTS 2023

PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS* (EN 1 000 TÊTES)

Les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers, essentiellement du pourtour méditerranéen, ont de nouveau progressé en 2023. L'ouverture du marché marocain explique en grande partie cette hausse.

2,9 millions de têtes

C'est le nombre d'ovins vivants exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2023

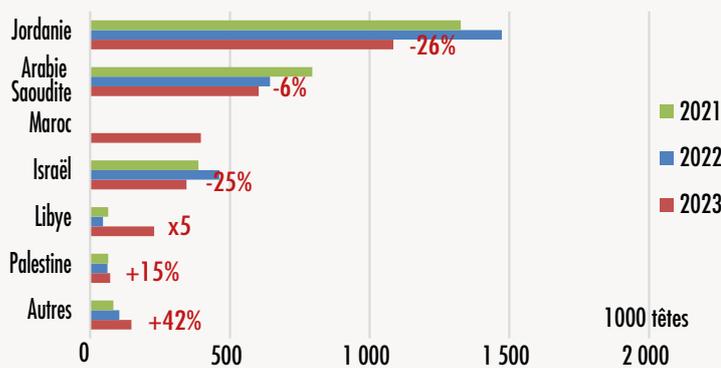


*Milliers d'ovins vivants (agneaux + ovins adultes ; hors reproducteurs) selon les douanes des pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 30 000 ovins sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2022 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS PAR DESTINATIONS

Les envois de l'UE à 27 étaient constitués à 69% par des agneaux, contre 62% en 2022 et seulement 33% en 2021.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les envois européens d'ovins ont de nouveau baissé à destination de l'Arabie Saoudite (-6%/2022, à 603 000 têtes). Après une progression, ils diminuent vers Israël (-25%, à 345 000 têtes) et la Jordanie (-26% à 1,09 M de têtes). Ils ont en revanche augmenté vers la Palestine (+15% à 71 000 têtes), bondi vers la Libye (x5, à 230 000 têtes), et débuté de façon remarquable vers le Maroc, suite à l'ouverture de ce marché en 2023. Au total, ils sont en hausse de +3% à 2,9 M de têtes en 2023/2022.

Dans le détail, les exportations européennes d'agneaux vivants ont de nouveau progressé, de +15%/2022, à 2,0 M de têtes. L'ouverture du Maroc a permis d'y envoyer plus de 300 000 agneaux espagnols.

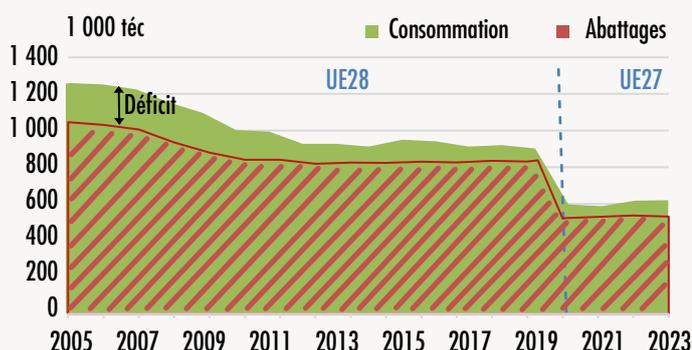
Les envois d'ovins adultes ont à l'inverse chuté de -17%/2022, à 883 000 têtes via une baisse de -41% vers la Jordanie (à 372 000 têtes).

La Roumanie confirme sa position de 1^{er} exportateur communautaire avec 52% des envois vers les pays tiers (55% en 2022), malgré une baisse de ses envois de -2%/2022, à 1,5 M de têtes. Viennent ensuite l'Espagne, avec 31% des envois vers les pays tiers, en hausse de +23%/2022 à 889 000 têtes, puis le Portugal, avec 13% des envois, en baisse de -11%/2022 à 387 000 têtes.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 27

1 000 téc	2020	2021	2022	2023	2023/22
Abattages	510	517	517	510	-1%
Importations de viande	143	119	146	150	+3%
Exportations de viande	47	40	36	31	-12%
Consommation par bilan	606	596	627	628	=

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

La consommation a diminué avec la baisse des abattages

D'après nos estimations, la production de viande ovine dans l'UE à 27 a reculé de -1% entre 2022 et 2023, atteignant 511 000 téc : les importantes hausses des abattages en Roumanie (+31% /2022 à 76 000 téc) et aux Pays-Bas (+13% à 18 000 téc) ont été contrebalancées par les baisses dans la plupart des autres pays, et notamment en Espagne (-10% à 107 000 téc), en France (-8%, à 73 000 téc), mais aussi en Grèce (-8% à 46 000 téc), en Italie (-9% à 37 000 téc), au Portugal (-17%) et en Allemagne (-5%). La Roumanie est alors passée devant la France, en tant que 2^{ème} producteur européen de viande ovine.

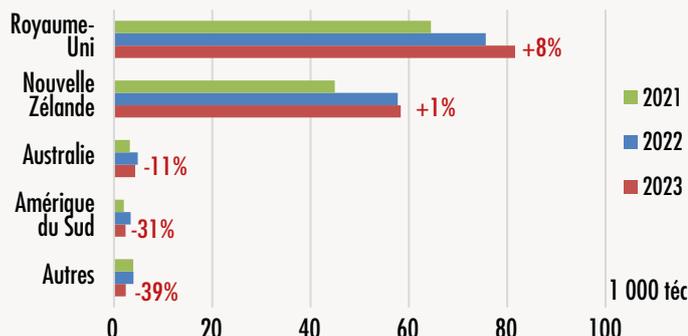
La baisse des exportations de viande ovine de l'UE à 27 à destination des pays tiers s'est accentuée (-12% /2022 contre -6% entre 2021 et 2022), tout comme les flux intra-UE, qui ont légèrement fléchi (-1%) après un rebond entre 2021 et 2022. Les importations de l'UE à 27 ont de nouveau progressé (+3% /2022), notamment en provenance du Royaume-Uni (+8%) et de Nouvelle-Zélande (+1%). Ces évolutions ont mené à une stabilisation du disponible en viande ovine dans l'UE-27 (à 628 000 téc).

Malgré un léger regain de la population de l'UE à 27 (+0,4% à 448 millions d'habitants) au 1^{er} janvier 2023, la consommation de viande ovine par habitant était stable d'une année sur l'autre, à 1,40 kg équivalent carcasse. Le taux d'auto-approvisionnement européen est passé de 82% à 81% entre 2022 et 2023.

*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs contrôlés dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2023

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE À 27



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

149 000 téc

C'est le volume de viande ovine importé par l'UE à 27 en provenance des pays tiers en 2023.

Les achats européens (UE à 27) de viande ovine ont poursuivi leur hausse en 2023 (+2% /2022).

La situation a continué de s'améliorer pour la filière ovine britannique en 2023 : les envois de viande ovine vers l'UE à 27 ont augmenté de +8% /2022, à 82 000 téc. Post-Brexit, le **Royaume-Uni** est de loin le 1^{er} fournisseur de l'UE à 27, avec 55% des volumes totaux. Vient ensuite la **Nouvelle-Zélande**, avec 39% des volumes, qui a accru ses expéditions de +1% /2022, à 58 400 téc, puis l'**Australie** (-11% /2022 à 4 300 téc) et l'**Amérique du Sud** (-31% à 2 300 téc).

Les **prix** mondiaux ont régressé, en raison d'une offre australienne excessive en 2023 (décapitalisation suite à une nouvelle sécheresse) : la valeur moyenne des viandes importées a baissé de -8% /2022, à 8,45 €/kg éc. en moyenne.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2023

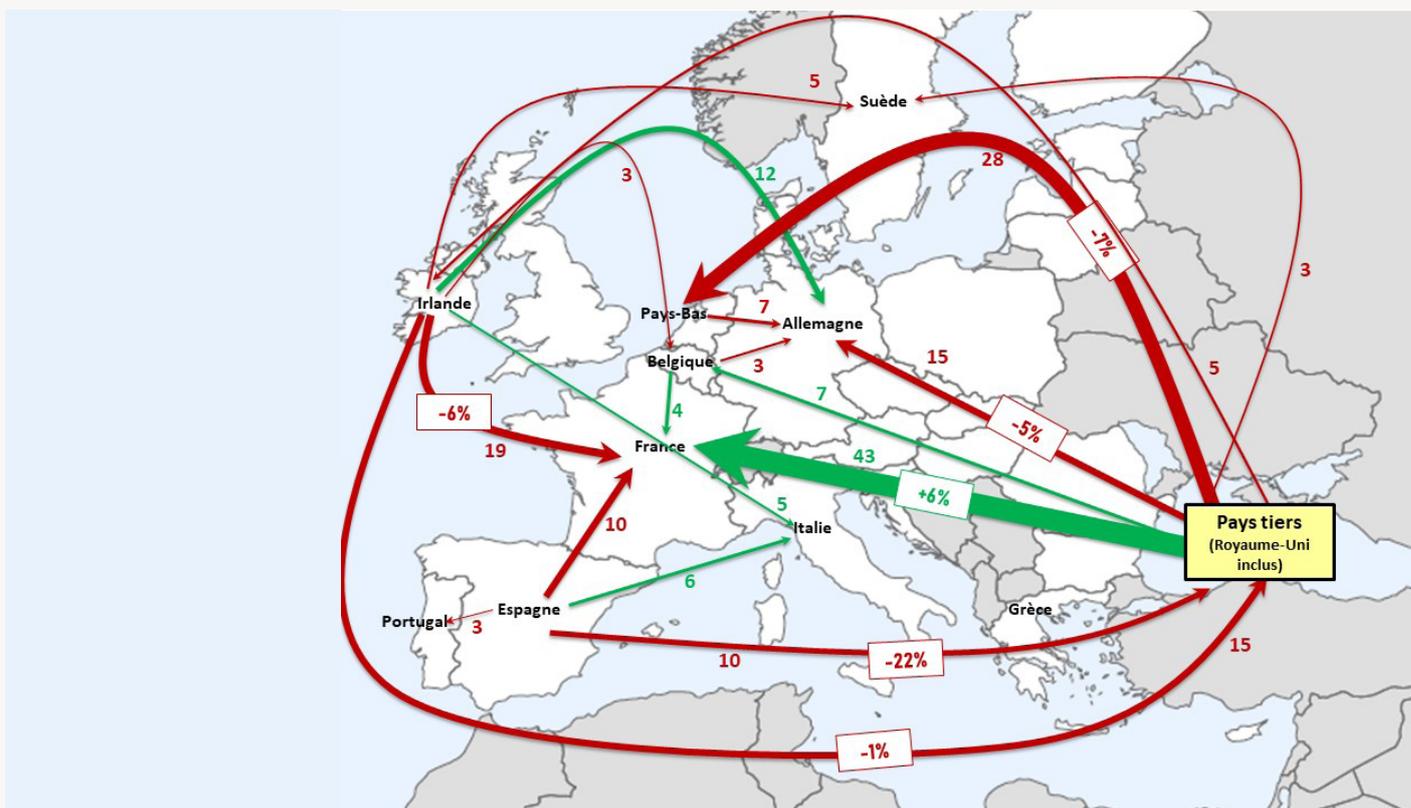
LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2023

En 2023, les importations de viande ovine océanienne au sein de l'Union européenne ont augmenté en provenance du Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, de Nouvelle-Zélande. Les achats du principal pays importateurs, la France, ont augmenté en provenance des pays tiers, de même pour la Belgique. Ils ont en revanche reculé vers les Pays-Bas, l'Irlande, l'Allemagne et la Suède. Le Royaume-Uni, bien que désormais considéré comme pays-tiers, a quant à lui vu ses importations de viande ovine néozélandaise diminuer, face à un bond de l'offre australienne.

La baisse des exportations européennes de viande ovine s'est accentuée en 2023. Le repli des envois vers la plupart des destinations du Moyen-Orient (Oman, Arabie Saoudite, Koweït, EAU, ...), mais aussi vers le Canada, a contrebalancé la hausse des expéditions vers le Royaume-Uni, la Libye, la Guinée et l'Arabie Saoudite.

-12%

C'est la nouvelle baisse des exportations européennes de viande ovine vers les pays tiers en 2023, à 31 000 téc.



* Volumes reçus en 1 000 tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 3 000 téc sont représentés. Importations françaises sans le réexport estimé de viande ovine britannique. Les flux en augmentation par rapport à 2022 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises, Douanes britanniques et Eurostat

CONTINGENTS TARIFAIRES* D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent UE-27 d'importations de viande ovine néozélandaise a de nouveau augmenté en 2023 et a été moins utilisé (à 52%).

	2021 (UE 27)		2022 (UE 27)*		2023 (UE 27)*	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	114 184	45%	114 184	56%	125 769	52%
Argentine	19 090	6%	19 090	6%	19 090	4%
Australie	3 837	85%	5 851	95%	5 851	86%
Chili	8 228	12%	8 428	18%	8 628	14%
Uruguay	4 759	1%	4 759	20%	4 759	11%
Autres	468	0%	468	0%	468	0%
TOTAL	150 566	37%	152 780	48%	164 565	45%

Les accords de GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane hors contingents (12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net).

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après la Commission européenne

En 2023, le contingent attribué à la **Nouvelle-Zélande** (désormais les 3/4 du contingent global) a augmenté, passant de 114 200 à 125 800 t, afin de mieux correspondre aux attentes de ce pays en termes de répartition post-Brexit du contingent OMC de 1994 entre l'UE-27 et le Royaume-Uni. Il été rempli à 52% contre 56% en 2022. On note aussi une hausse du contingent depuis le **Chili**, qui a gagné 200 t entre 2021 et 2022 puis encore 200 t entre 2022 et 2023, possiblement dans la même optique post-Brexit.

Le contingent attribué aux **pays sud-américains** (20% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) a lui aussi été moins utilisé, à 8% contre 12% en 2022.

Le quota **australien** (4% du contingent global), assez limité, a lui aussi progressé mais entre 2021 et 2022. En 2023, il a lui aussi été moins rempli : 86% contre 95%. La hausse des exportations australiennes vers la Chine - comme dans le cas de la Nouvelle-Zélande - explique au moins en partie ce résultat. Au total, 91 000 téc du contingent européen global n'ont pas été attribuées en 2023, l'essentiel étant les 66 000 téc du contingent néozélandais.

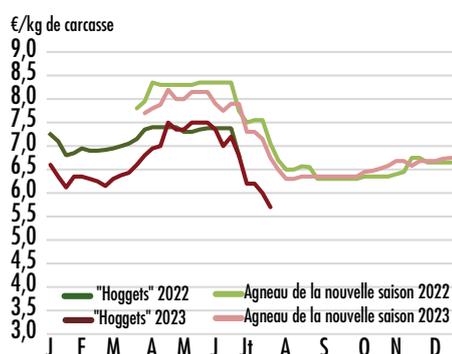
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES (2023)

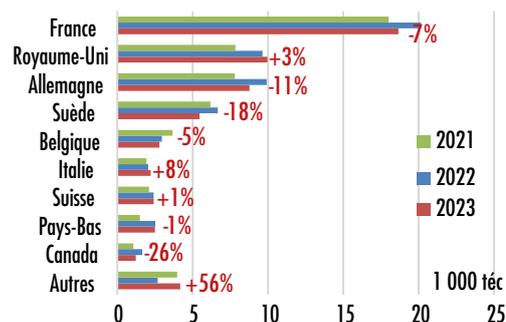
- Cheptel : 2,6 millions de brebis et agnelles saillies (-3%/2022)
- Consommation : 3,5 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 82%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Bord Bia*

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2023/22
Abattages	68	66	66	63	68	70	+2%
Importations de viande ovine	5	7	6	6	9	5	-42%
Exportations de viande ovine	59	60	62	54	61	57	-6%
Disponible*	15	13	11	16	17	18	+9%

* La part importante de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec très grande prudence.

Des résultats 2023 marqués par une baisse de la demande à l'export

Une production de viande ovine à des niveaux élevés

Le cheptel reproducteur s'est replié fin 2023, de -2,5% /2022, à 2,6 M de têtes : les abattages de réformes ont reculé de -8% /2022, mais cette hausse avait atteint +18% entre 2021 et 2022. Le nombre de réformes abattues en 2023 reste donc relativement élevé, à 417 000 têtes. Leur poids de carcasse a aussi légèrement diminué (-0,3% à 25,4 kgéc), aboutissant à une baisse de -9% des volumes, soit 10 600 téc. Les abattages d'agneaux ont quant à eux augmenté de seulement +0,4%, à 2,8 M de têtes et de +4% en volume, illustrant un net alourdissement de leurs carcasses (+4%, à 21,5 kgéc). Les sorties de Hoggets ont augmenté, alors que celles des agneaux de printemps ont baissé, phénomène rarement observé jusque-là et qui explique cette hausse du poids moyen des agneaux sur l'année.

En 2023, malgré des importations d'ovins vifs britannique en baisse (-6% soit -19 600 têtes), le dynamisme des sorties des élevages irlandais (+7%) a entraîné une nouvelle hausse de la production abattue, de +2% /2022, à 69 700 téc (rappel : +8% entre 2021 et 2022). La part des ovins importés dans le total abattu est ainsi passée de 12 à 10% entre 2022 et 2023.

Des exportations contraintes par une forte concurrence sur le marché européen

Malgré de bonnes disponibilités en agneaux, les exportations de viande ovine ont régressé en volume (-6% à 57 000 téc, après avoir bondi de +12% entre 2021 et 2022) comme en valeur (-9% à 395 M€) en 2023. La part de la production exportée est passée de 89 à 82% d'une année sur l'autre. L'Irlande a été fortement concurrencée par la viande britannique. En effet, l'arrivée massive de viandes australiennes et néozélandaises au Royaume-Uni, surtout au second semestre, a conduit à une forte hausse des exportations britanniques vers l'UE. La demande en viande ovine irlandaise s'est toutefois redressée vers ses principaux débouchés au cours des derniers mois de 2023, sur leurs principaux débouchés, et cette tendance s'est poursuivie début 2024.

La France est restée le 1^{er} client de l'Irlande, malgré une baisse des envois irlandais de -7% /2022, à 19 000 téc. Ces derniers ont également baissé vers l'Allemagne, la Suède, la Belgique, les Pays-Bas et le Canada, mais ont augmenté vers la Suisse et l'Italie. Ils ont reculé de -8% vers l'UE à 27 (42 400 téc) et étaient stables vers les pays tiers, à 14 600 téc, avec notamment +3% vers le Royaume-Uni.

À 6,94 €/kg éc en 2023, le prix moyen de la viande ovine exportée a diminué de -3% /2022 (-0,23 €/kgéc), après des hausses en 2021 (+25%) et 2022 (+4%). Les exportations irlandaises de viande ovine étaient constituées à 62% de viandes réfrigérées avec os (69% en 2022), à 18% de viandes réfrigérées désossées (idem en 2022), à 13% de viandes congelées désossées et à 6% de viandes congelées avec os.

Baisse des cours de l'agneau irlandais

À 6,69 €/kg de carcasse en moyenne sur 2023, le cours du « hogget » est resté inférieur à son niveau de l'an passé. Il a ainsi régressé de -7%, soit -0,47 €/kg. La cotation moyenne des agneaux de la nouvelle saison s'est également dépréciée, de -2%/2022, à 7,03 €/kg de carcasse.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

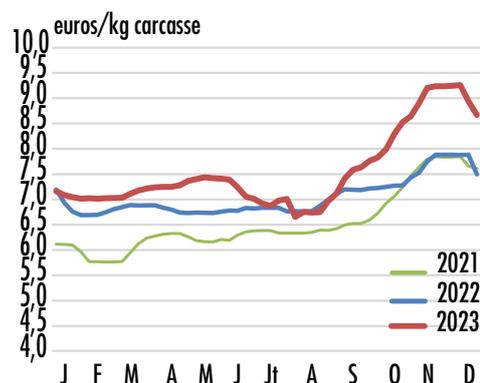
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2023)

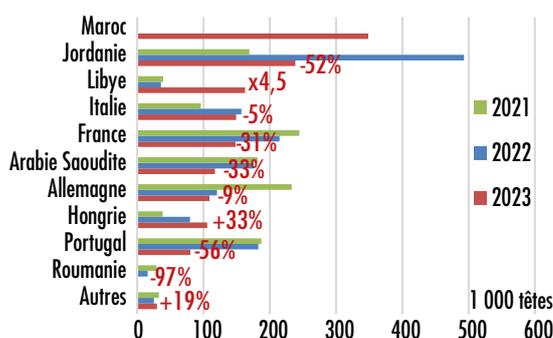
- Cheptel : 9,9 millions de brebis et d'agnelles saillies
- Consommation : 1,45 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 40%
- Exportations d'ovins vivants : 1,4 million de têtes

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Un marché espagnol en difficulté

L'ouverture du Maroc maintient les envois de vifs

À 1,4 M de têtes (+1%/2022), les exportations espagnoles d'ovins vivants, constituées à 90% d'agneaux, étaient en légère hausse en 2023. 16% des ovins sortant des élevages espagnols ont été exportés vivants en 2023, contre 14% en 2022. En 2020, l'ouverture des marchés saoudiens et jordaniens avait marqué un **tournant** décisif pour l'export de vifs espagnols. Depuis, les envois vers **l'Arabie Saoudite** ont marqué le pas (-3% en 2022 puis -33% en 2023) alors que ceux vers la **Jordanie** ont triplé entre 2021 et 2022, avant de se replier de moitié entre 2022 et 2023. En **2023, le marché marocain** a été une bouffée d'air pour les exportateurs espagnols, avec 349 000 ovins vivants, faisant du Maroc le 1^{er} client de l'Espagne. Les envois vers les **pays tiers** ont alors globalement augmenté de +23% /2022, à 890 000 têtes (+164 000 têtes). Avec 600 000 têtes, les envois vers **l'UE à 27** ont en revanche diminué (-23% /2022 soit -174 000 têtes) sous l'effet de nets replis vers le Portugal, la France (-31% soit -67 000 têtes), l'Allemagne et l'Italie. Les **importations** espagnoles d'ovins vivants, constituées aux 3/4 d'agneaux de lait français, ont plus que doublé en 2023, à 500 000 têtes.

Fort recul de la production espagnole

Le **cheptel** reproducteur espagnol était de nouveau en fort recul fin 2023 (-5% à 9,9 M de têtes). Les réformes ont certes reculé de -17%, à 918 000 têtes, en comparaison à une année 2022 où elles avaient bondi, de +45% /2021. Elles restent donc à un niveau relativement élevé en 2023 et, abattues plus légères (-1%, à 22,94 kg), leur production a davantage baissé en volume (-18% à 21 000 téc). Les abattages **d'agneaux** ont eux aussi de nouveau reculé, de -8% en effectifs, à 7,5 M de têtes, et de -9% en volume (85 000 téc). **In fine**, la **production** espagnole abattue a diminué de **-11%** /2022, à 106 000 téc.

Bien qu'ils aient baissé en 2023, les coûts de **production** des éleveurs espagnols restent élevés (engrais et énergie surtout), et cette charge vient s'ajouter à la sécheresse et aux maladies. 2023 a été la pire année de sécheresse depuis près d'un siècle en Espagne.

La cotation de l'agneau espagnol a encore augmenté

La **cotation** de l'agneau lourd espagnol entrée abattoir a démarré l'année bien au-dessus de ses précédents niveaux. Elle n'a pas marqué son traditionnel creux de février, a davantage rebondi pour Pâques, a ensuite baissé suivant la saisonnalité de la demande (sans compter le léger pic pour l'Aïd) puis est remontée fortement à partir de septembre : la baisse automnale des sorties est encore plus marquée ces dernières années avec le repli de l'offre espagnole. À **7,55 €/kg** en 2023, la cotation annuelle moyenne de l'agneau lourd espagnol a gagné **+7%** /2022, soit +0,51 €/kg.

Repli des exportations de viande ovine

Le recul des volumes abattus a conduit à un net repli des **exportations** de viande ovine, **-9%** /2022, à **42 900 téc** mais la baisse de l'offre est telle que la part de la production exportée a tout de même augmenté, passant de 39 à 40% entre 2022 et 2023. Les envois se sont maintenus vers la France (à 17 500 téc) qui reste le 1^{er} client de l'Espagne. Ils ont par ailleurs régressé vers la plupart des pays du Moyen-Orient, avec notamment -40% vers le Qatar à 1 600 téc et -62% vers Bahreïn à 300 téc. La baisse vers l'Allemagne a aussi été marquée (-33%, à 1 400 téc). Les hausses vers la Grèce (+39%, à 1 400 téc), l'Italie (+5% à 6 800 téc) et le Royaume-Uni (+18%, à 900 téc) n'ont pu contrebalancer les nombreux reculs.

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

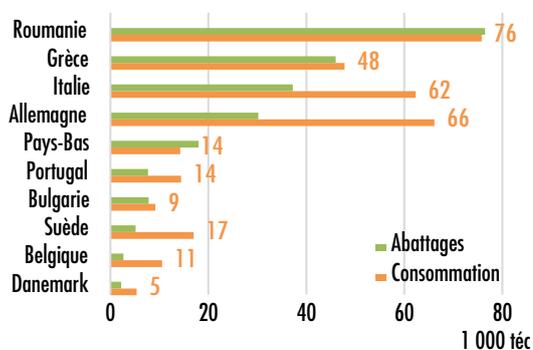
1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2023/22
Abattages	120	121	115	120	119	106	-11%
Importations de viande ovine	8	8	5	6	8	6	-17%
Exportations de viande ovine	41	44	40	51	47	43	-9%
Consommation par bilan	87	85	79	75	80	70	-13%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

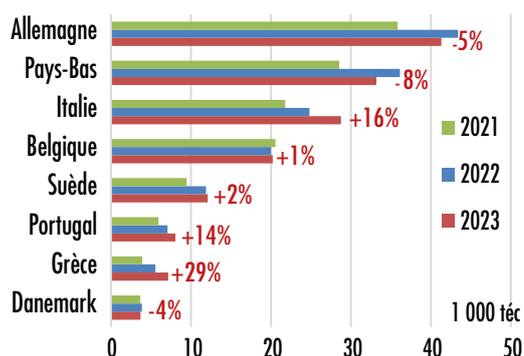


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2023



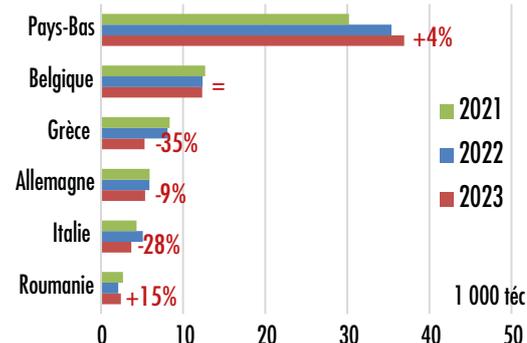
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Baisse de la consommation de viande ovine

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 11% de la production et 18% de la consommation européennes de viande ovine en 2023.

Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes **plateformes d'échanges** qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,6 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 0,9 kg éc en Belgique et au Danemark, 0,8 kg éc aux Pays-Bas et en Allemagne).

En 2023, les abattages ont de nouveau chuté en **Allemagne** (-5% à 30 000 téc), et légèrement baissé au **Danemark** (-1% à 1 200 téc). Ils ont à l'inverse augmenté aux **Pays-Bas** (+13% à 18 000 téc), en **Belgique** (+26% à 2 700 téc) et en **Suède** (+1% à 5 200 téc).

Certains pays ont enregistré en 2023 une baisse notable des importations de viande ovine, qui s'est répercutée sur leur consommation intérieure : aux **Pays-Bas** cette dernière a baissé de -14% (à 14 000 téc) avec -8% d'importations de viande ovine, en **Allemagne** de -4% (à 67 000 téc) via -5% d'abattages et -5% d'importations, et au **Danemark** de -4% à 4 400 téc avec -4% d'importations.

A l'inverse, en **Suède** la consommation a augmenté de +2% (à 17 000 téc) avec +2% d'importations, de même en **Belgique**, de +8% /2022, où c'est d'abord le bond des abattages (+26%) qui a permis d'atteindre 10 600 téc consommées (+1% d'importations).

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Nouveau bond de la consommation en Roumanie

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 34% de la production et 33% de la consommation de viande ovine de l'UE à 27 en 2023.

La viande y est issue de **cheptels à dominante laitière** et la consommation porte essentiellement sur des **agneaux légers**. La consommation par habitant est relativement élevée en Grèce (4,6 kg éc) et en Roumanie (4,0 kg éc), mais plus faible au Portugal et en Bulgarie (1,4 kg éc), ainsi qu'en Italie (1,1 kg éc).

En 2023, seule la Roumanie a vu sa **production** nationale augmenter (+31% à 77 000 téc). Elle a régressé en Grèce (-8% à 46 000 téc), au Portugal (-17% à 7 700 téc), en Italie (-9% à 37 200 téc) et en Bulgarie (-10%, à 7 800 téc).

La **consommation nationale**, calculée par bilan, a quant à elle baissé au **Portugal** (-4% à 14 000 téc) et en **Bulgarie** (-7% à 9 200 téc) : dans ces deux pays, la hausse des importations de viande ovine a été contrebalancée par la chute des abattages.

En **Grèce**, la consommation est stable d'une année sur l'autre, à 48 000 téc, avec une hausse des importations de viande ovine (+30%) et une baisse des exportations (-35%) compensées par des abattages en recul (-8%).

En **Italie**, le disponible en viande ovine a de nouveau progressé d'une année sur l'autre (+3% à 62 000 téc), tout comme en **Roumanie** (+31% à 76 000 téc).



5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE



La viande ovine australienne déferle sur le marché mondial au 2nd semestre 2023

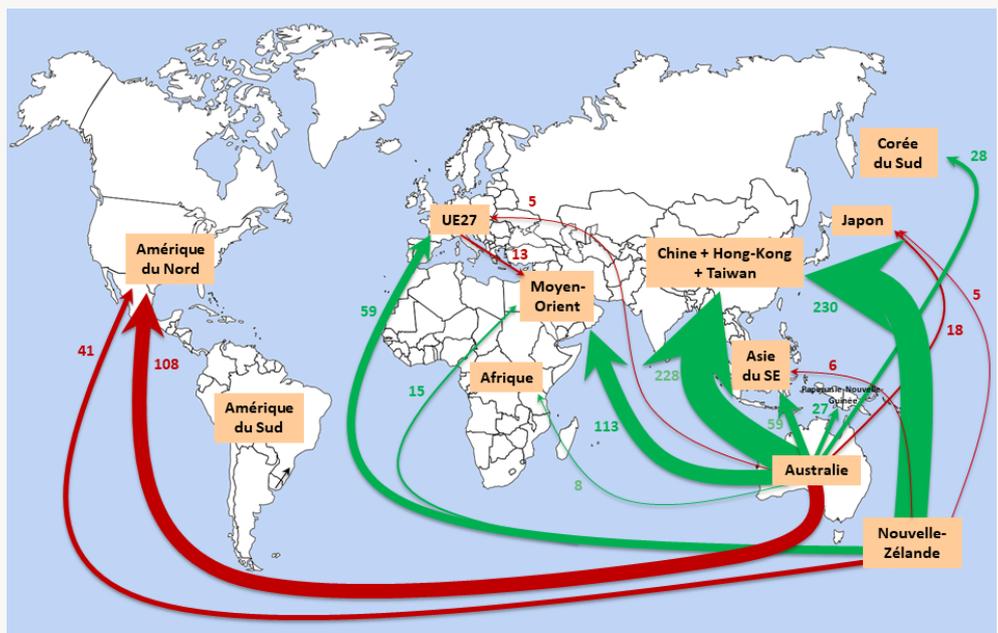
La demande du plus grand bassin d'importation de viande ovine qu'est la Chine est repartie à la hausse en 2023 pour le plus grand soulagement des éleveurs australiens qui ont vu leur production exploser. Au 2nd semestre, sous l'effet d'une énième vague de sécheresse, ces derniers ont de nouveau dû se séparer d'une partie de leur cheptel ovin. La reconstitution des effectifs ovins australiens depuis 2020 avait en outre très bien fonctionné, aidée par une météo jusque-là clémente. La production australienne tout comme les exportations ont alors battu des records en 2023. L'application des accords de libre-échange avec le Royaume-Uni, en mai, a aussi permis à l'Australie d'écouler davantage de viande. Toutefois, un tel excès sur le marché mondial a provoqué une baisse des cours chez de nombreux exportateurs européens, mis en compétition avec une viande très peu chère.

ÉCHANGES 2023

LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2023 (1 000 TÈC*)

+20%

C'est le regain des importations chinoises de viande ovine en 2023.



L'année 2023 est avant tout marquée par le surplus de viande ovine australienne sur le marché mondial. En effet, cela a façonné nombre de flux mondiaux : presque tous ceux partant d'Australie sont en hausse (en vert) d'une année sur l'autre.

Malgré cette omniprésence australienne, les néozélandais ont aussi pu augmenter leurs volumes vers le géant chinois, le débouché nord-américain ayant été peu porteur pour les deux pays d'Océanie.

On constate aussi que les flux de l'UE-27 vers le Moyen-Orient, principalement espagnols, ont reculé, ce qui s'explique par la chute du disponible consécutif à une sécheresse historique en Espagne.

* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.
 Seuls les flux de plus de 4 000 tÈC sont représentés, au départ des principaux pays exportateurs.
 Les flux en augmentation par rapport à 2022 sont en vert, ceux en recul sont en rouge. Il existerait des flux de la Namibie vers l'Afrique du Sud, de l'Amérique du Sud vers les pays Chine+HK+Taiwan et de l'Uruguay vers le Brésil mais dont on ne connaît pas les volumes.



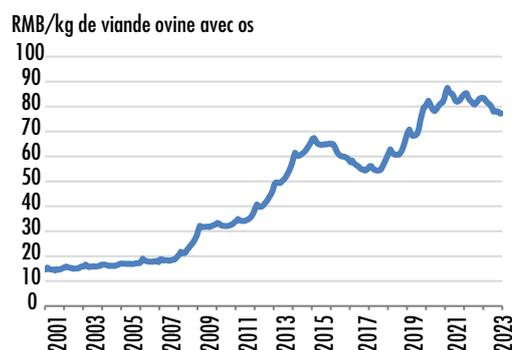
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

CHINE

DONNÉES REPÈRES (2023)

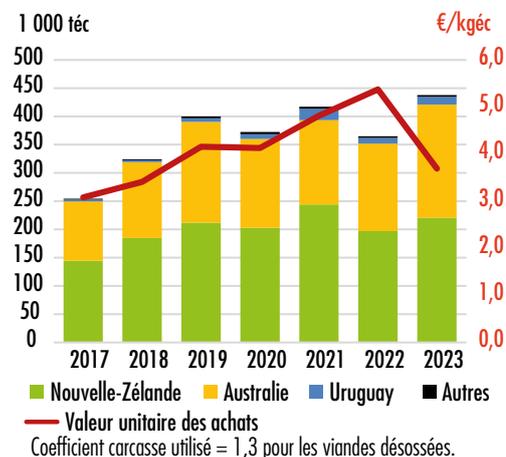
- Cheptel : 322,3 millions de têtes fin 2023
- Production : 5,3 millions de têtes en 2022
- Consommation de viande ovine :
 ≈ 4,0 kg/habitant

PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



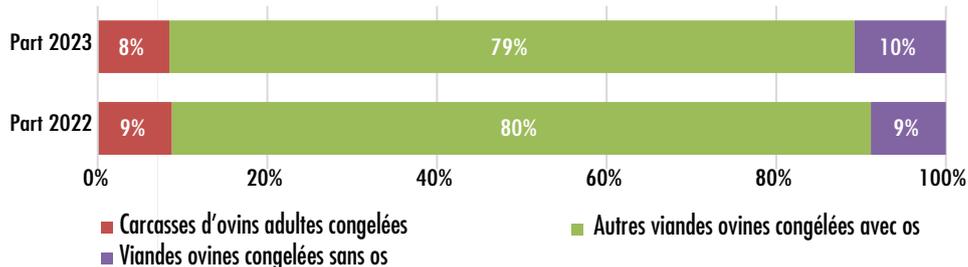
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, les Douanes chinoises et NZ Stats

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE EN 2023 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

La Chine consomme davantage de viande ovine par habitant

La production poursuit sa hausse en 2023

Après quatre années de hausse, le cheptel ovin chinois a baissé de -1% entre fin 2022 et fin 2023, passant à 322,3 M de têtes. La production de viande ovine a ainsi pu poursuivre sa hausse, atteignant 5,31 M de têtes, soit +1% /2022, d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises (BNSC).

La production nationale est tirée par la demande intérieure toujours vigoureuse, bien que le pays ait vu sa population baisser pour la 2^{ème} année consécutive en 2023, avec un taux de natalité particulièrement bas et un taux de mortalité par ailleurs à son plus haut niveau depuis 1974. Le BNSC a déclaré que le nombre total d'habitants en Chine a diminué de 2,1 M, soit -0,15 %, pour atteindre 1,41 Mds en 2023.

Le recul du prix de la viande ovine s'est accentué

Après cinq années consécutives de hausse - dues à un déséquilibre entre la forte demande chinoise (pouvoir d'achat en hausse et population jusque-là croissante) et des abattages insuffisants - le prix moyen de la viande ovine sur le marché chinois s'est replié en 2022 et ce repli s'est accentué en 2023, sous l'effet d'un marché encombré, provoquant par ailleurs un net recul des importations. Ramené à 79,6 RMB/kg, il a reculé de -4%/2022. Il a également chuté en euros, de façon encore plus importante, de -11% à 10,4 €/kg (le RMB s'étant déprécié face à l'euro).

Regain des importations de viande ovine en volume, baisse en valeur

Après un creux en 2022, les importations de viande ovine en Chine sont reparties à la hausse en 2023, bondissant de +20%/2022 à 438 000 têtes, selon les douanes chinoises. Face à la reprise progressive de la restauration post-Covid, débouché qui concentre la majeure partie de la consommation de viande ovine en Chine, les importations ont repris. Elles ont toutefois de nouveau reculé en valeur, de -18% /2022, à 1,6 Mds d'€, en raison d'une nette baisse de la valeur au kilo des achats (-31% à 3,69 €/kg éc), après deux années de hausse.

La Chine a de nouveau confirmé sa place de 1^{er} importateur mondial de viande ovine et la Nouvelle-Zélande et l'Australie restent ses deux principaux fournisseurs, avec respectivement 220 500 têtes (+12% /2022) et 200 300 têtes (+29%). La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des imports (89% en volume contre 93% en 2022).

Malgré une population en recul, la Chine devrait rester le leader en termes d'importation de viande ovine, porcine et bovine pour les prochaines années.

¹À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, la Serbie, l'Islande et la Lettonie peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément.



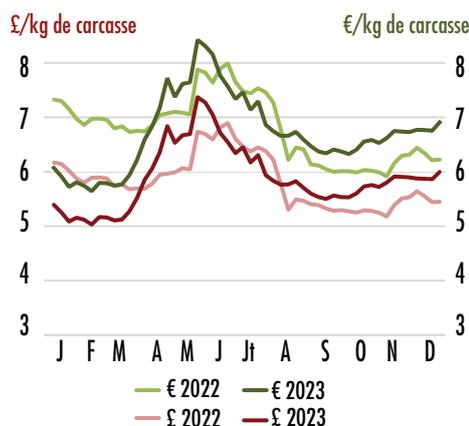
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

ROYAUME-UNI

DONNÉES REPÈRES (2023)

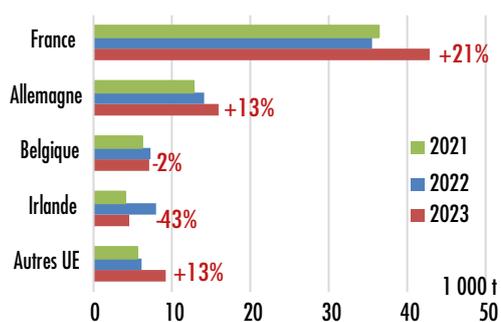
- Cheptel : 13,8 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 3,7 kg/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 19%
- Part de la production exportée : 30%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

1000 téc	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2023/22
Abattages	289	307	297	266	289	286	-1%
Importations de viande ovine	74	60	57	47	54	48	-11%
Exportations de viande ovine	83	95	88	70	75	85	+12%
Disponible*	280	273	266	243	268	250	-7%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB et Eurostat

L'application des accords commerciaux bouleverse le marché britannique

Le cheptel britannique recule

Le cheptel reproducteur britannique a chuté de -4% entre fin 2022 et fin 2023 selon DEFRA, atteignant 13,8 M de têtes. Ce repli met fin à trois années de hausse après le creux de 2019. Descendue à un faible niveau en 2021 (effet Brexit), la production de viande ovine britannique s'est redressée en 2022 puis est légèrement repartie à la baisse en 2023, de -1% à 286 000 t. Elle reste modeste car en recul de -1% comparé à la moyenne 2018-22 et -4% comparé à la moyenne avant Brexit (2015-19).

Ce repli s'explique par une baisse conjointe des abattages d'ovins adultes (-2%) et du poids moyen des carcasses d'agneaux (-0,4 kg à 19,8 kg).

Des cours en léger repli d'une année sur l'autre

Le cours de l'agneau britannique a légèrement augmenté d'une année sur l'autre en livre sterling, de +1% à 5,86 £/kg mais a baissé en euros, de -1% à 6,74 €/kg éc, principalement du fait de la dépréciation de la monnaie britannique face à l'euro (-2%), après deux années d'appréciation. Il a démarré l'année à un niveau bien inférieur à celui de 2022, avant de remonter franchement à partir d'avril. Le prix de l'agneau de la nouvelle saison, à partir d'août, a vu son niveau dépasser celui de 2022 jusqu'à la fin de l'année.

Pression accrue des importations du 2nd semestre

Le Royaume-Uni a importé moins de viande ovine qu'en 2022 (-11% à 48 000 t), en particulier au 1^{er} semestre. Le 2nd semestre 2023 a en revanche été marqué par une pression accrue des importations, suite à l'application des accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande à partir de mai. Au total sur l'année, la Nouvelle-Zélande est restée le 1^{er} fournisseur, malgré un repli de ses envois de -19% /2022, à 26 400 t. L'Australie a renforcé sa 2^{ème} place, avec un bond de +19% de ses volumes, à 11 400 t, qui ont notamment plus que doublé au 2nd semestre. En provenance d'Irlande, les imports ont gagné +4%, à 7 600 t.

Hausse des exportations de viande ovine pour désencombrer le marché

Malgré une production en léger recul, la hausse du disponible au 2nd semestre 2023 liée aux importations de viande australienne, a permis un regain des exportations de viande ovine sur la période. Sur l'année entière, elles ont augmenté de +12% /2022, à 85 000 t. Elles ont un peu moins progressé en valeur, de +11% /2022 à 546 M £ et de +8% /2022 à 628 M € (prix moyen de 7,44 €/kg soit -0,26 € /2022).

Les expéditions vers l'UE ont de nouveau augmenté, de +13% sur un an (à 80 000 t), tirées notamment par les flux vers la France (+7 000 t) et l'Allemagne (+2 000 t). Les exportations hors UE ont à l'inverse reculé (-2% /2022 à 4 800 t). La France reste de loin le 1^{er} client du Royaume-Uni, avec 43 000 t, en hausse de +21% /2022 selon les douanes britanniques. Après un maintien à 26% en 2021 et 2022, la part de la production britannique exportée s'est redressée en 2023, atteignant 30%.

En 2023, la consommation d'agneau par les Britanniques a légèrement diminué (-1% /2022). Les ventes au détail ont baissé en raison de la contrainte budgétaire des consommateurs, même si cela a été quelque peu atténué par la croissance des volumes en restauration, selon AHDB.

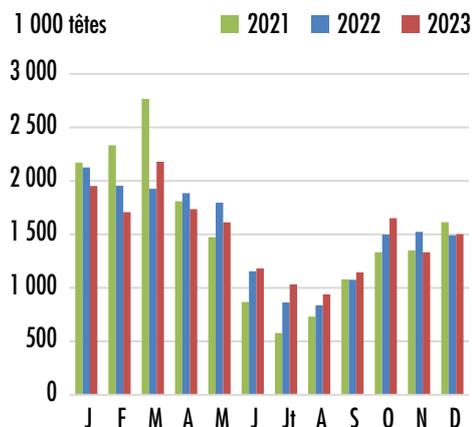
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE



DONNÉES REPÈRES (2023)

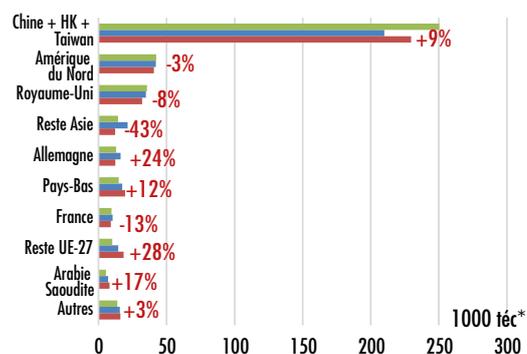
- Cheptel : 25 millions d'ovins
- Production de viande ovine : 442 000 téc
- Part de la production exportée : 90%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

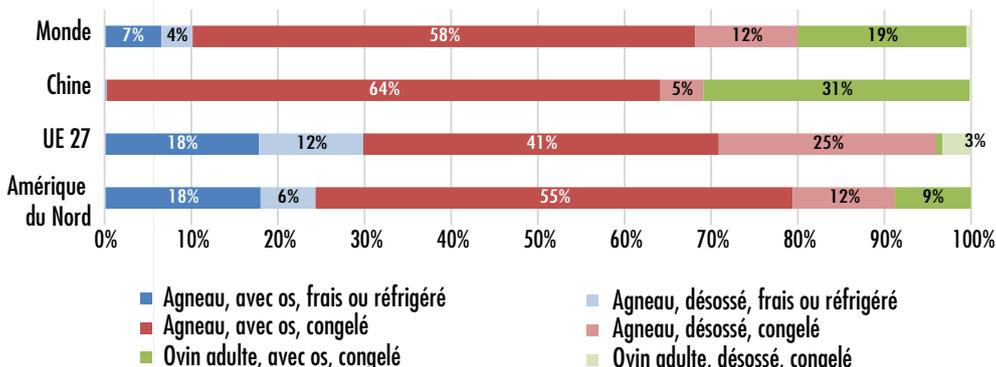
EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE EN 2023 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

Face au regain de la demande chinoise, la Nouvelle-Zélande a moins rempli ses contingents à droits nuls sur le marché européen

Léger regain de la production en 2023

Entre juin 2022 et 2023, après des années de baisse, le cheptel ovin néozélandais s'est stabilisé, à 25 M de têtes. La baisse du cheptel reproducteur a ralenti, reculant de - 1%, à 15,3 M de têtes et le taux d'agnelage s'est amélioré (à 130% soit +5 points comparé à 2022), augmentant le nombre total d'agneaux. *Beef and Lamb NZ* annonce ainsi une hausse de +3% des sorties d'agneaux au printemps (sept. à nov.) 2023, à 21 M de têtes, qui vient casser une tendance baissière et devrait engendrer un nouveau sursaut des abattages d'agneaux en 2024. Les conditions météo durant les périodes de reproduction automnales (mars à mai) étaient favorables et l'hiver (juin à août) plutôt chaud, ce qui a permis d'optimiser la condition des brebis.

Les abattages néozélandais d'agneaux se sont légèrement repliés en 2023, de -1% /2022 à 18 M de têtes, tandis que ceux d'ovins adultes ont augmenté de +1%, après des années de baisse. Les carcasses d'agneaux se sont alourdies (+2% à 19,5 kg éc.), tout comme celles des ovins adultes (à 26,2 kg éc.), ce qui a conduit à une légère hausse de la production de +1% /2022 à 442 000 téc.

Le moral des agriculteurs néozélandais est bas : faiblesse des prix, dépenses élevées et dettes, mais ils restent optimistes face à l'inclusion d'agriculteurs, anciens représentants syndicaux, au sein de la branche agricole du nouveau gouvernement de coalition élu fin novembre 2023.

Regain des flux vers la Chine

Avec une légère hausse de la production, les exportations néozélandaises de viande ovine ont progressé en volume de +2% /2022, à 442 100 téc, mais ont reculé en valeur après deux années de hausse, de - 14% à 3,7 Mds de \$NZ. Le prix au kilo des envois a baissé (-16% à 9,3 NZ\$/kg éc) et davantage en devise européenne (-21%, à 5,32 €/kg éc). La hausse de la demande en **Chine (+9% à 218 300 téc)** a contrebalancé la baisse vers d'autres clients comme les Etats-Unis (-6% à 28 700 téc) et le Royaume-Uni (-8% à 32 000 téc). Les exportations ont continué de croître légèrement vers les pays de l'UE à 27 (+2% à 59 000 téc), auxquels la Nouvelle-Zélande a accès via des contingents à droits nuls. Les nettes hausses vers la Belgique (+63%) et les Pays-Bas (+12%) ont pris le dessus sur les replis vers la France (-13%) et l'Allemagne (-24%). Avec la prédominance des envois vers la Chine, la part de viande ovine exportée sous forme **congelée avec os** est restée élevée à 75% du total (contre 78% en 2022). Le congelé sans os a représenté 13% des envois totaux, le « chilled » avec os 7% et le « chilled » désossé 4%.

Prix des agneaux en nette baisse

Face à l'arrivée massive de viande australienne sur le marché mondial et de faibles précipitations entraînant une hausse des abattages au 2nd semestre 2023, les prix de l'agneau ont chuté à des niveaux jamais vus depuis six ans, réduisant les revenus des éleveurs d'ovins. Début novembre 2023, certaines entreprises n'offraient que 6,50 \$/kg, contre 7,20 \$ en 2022. et 8,30 \$/kg, il y a deux saisons.

¹ Campagne ovine néozélandaise : octobre à septembre

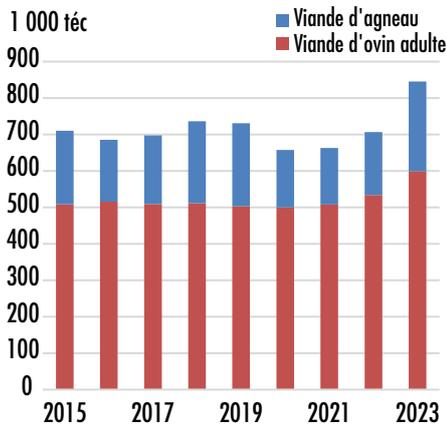


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE

DONNÉES REPÈRES (2023)

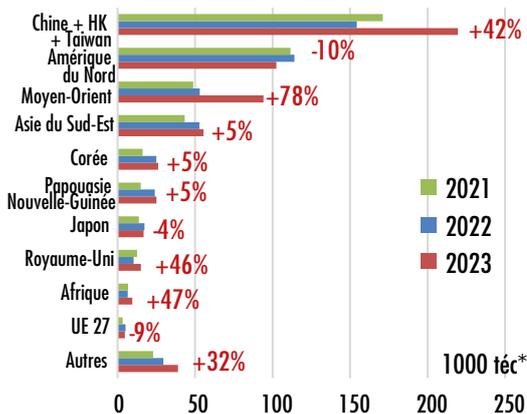
- Cheptel : 78,8 millions d'ovins
- Exportations d'ovins vivants : 593 500 têtes
- Production* de viande ovine : 845 500 téc
- Part de la production exportée : 71%

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

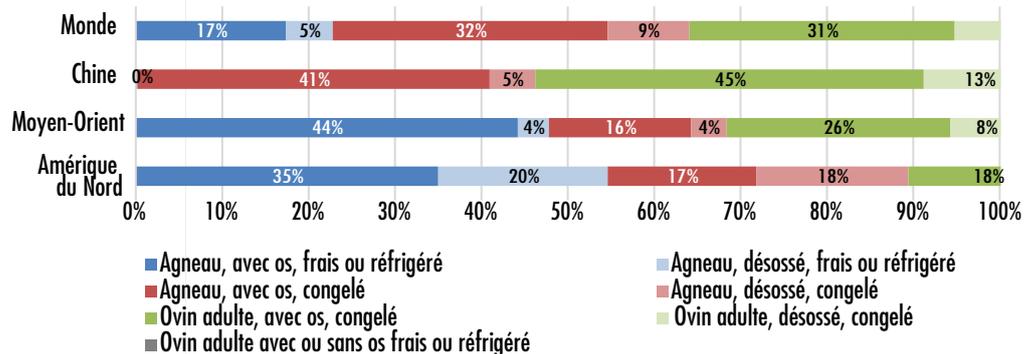
EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2023 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

En 2023, la production et les exportations australiennes ont atteint des niveaux records, en lien avec une nouvelle sécheresse au 2nd semestre

Un nombre d'agneaux abattus jamais atteint auparavant

Le cheptel ovin australien a continué sa reconstitution, à 78,8 M de têtes en 2023, soit +4% /2022. C'est son plus haut niveau enregistré sur 15 ans.

Les effectifs d'agneaux abattus ont eux aussi atteint le plus haut niveau jamais enregistré, en hausse de +16% /2022 à 24,9 M de têtes, grâce à l'importante reconstitution du cheptel entamée en 2020. Le poids des carcasses d'agneaux a diminué de -4% /2022, à 24,09 kg portant la production d'agneau à 599 461 t en 2023, soit +12% /2022, qui était déjà une année record. La sécheresse a de nouveau frappé diverses régions d'élevage au 2nd semestre, engendrant une énième décapitalisation. Le 4^{ème} trimestre 2023 a alors atteint un record d'abatage d'agneaux. Ce fut également une année sans précédent pour la production de viande d'ovins adultes, avec une augmentation de +43% /2022, à 246 003 t : c'est le plus haut niveau atteint depuis 2006. Finalement, la production de viande ovine a bondi de +20%, à 845 500 téc en 2023.

Le marché ovin australien a alors connu une baisse rapide des prix sur la majeure partie de l'année, avant de remonter rapidement en fin d'année, avec l'arrivée des pluies.

Regain des envois d'ovins vivants

En 2023, les exportations d'ovins vivants par voie maritime ont augmenté de +22%, pour atteindre 593 500 têtes. Il s'agit de la seule hausse au cours des cinq dernières années et du plus haut niveau depuis 2020. Elles restent -23% sous la moyenne quinquennale.

Chute du prix de l'agneau australien

L'engorgement du marché, malgré la hausse des envois d'ovins vifs comme de viande ovine, a pesé sur la cotation de l'agneau australien : à 6,0 \$AUS/kg en 2023, il perdait -1,80 \$AUS/kg d'une année sur l'autre.

Nouveau record des exportations de viande ovine

La hausse du disponible s'est traduite par une nette hausse des exportations et de la consommation intérieure, surtout durant la période estivale. Avec un bond vers la Chine (+43% à 204 000 téc) et le Moyen-Orient (+78% à 94 000 téc), les exportations australiennes de viande ovine - composées à 66% de viande d'agneau - ont progressé de +24% /2022, à 603 100 téc en 2023. On constate aussi le dynamisme des envois vers l'Asie du Sud-Est (+5%, à 55 000 téc), la Corée du Sud (+5% à 26 000 téc), et la Papouasie-Nouvelle Guinée (+5% à 25 000 téc). Après un léger regain en 2022, les envois vers les Etats-Unis sont repartis à la baisse (-14% à 86 000 téc) mais ce pays reste toutefois le 2^{ème} client de l'Australie, après la Chine. Le Royaume-Uni est quant à lui resté le 1^{er} marché européen de l'Australie, avec 15 000 téc (+46% /2022).

La valeur au kilo des envois est passée de 6,26 €/kg en 2022 à 4,49 €/kg en 2023, engendrant une baisse de la valeur exportée de -11%, à 2,7 Mds d'€ et de -4% en dollars australiens, à 4,4 Mds \$AUS.



6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des intrants aux prix toujours élevés en 2023

Après la flambée des prix de 2022, les intrants sont globalement restés chers en 2023, à l'image des aliments achetés, pour lesquels le recul des prix des céréales a été annulé par les hausses sur d'autres catégories. Les prix des engrais ont continué à progresser sur la campagne végétale (+26% de juin à mai), de même que de nombreux autres postes, comme l'électricité (+13%) et les frais vétérinaires (+5,5%), alors que la seule baisse significative concerne les carburants (-8,5%). Globalement si l'IPAMPA ne progresse que de 0,3% pour la production allaitante (année civile), la hausse représente +5,8% sur la campagne laitière (1^{er} octobre au 30 septembre). Après des inquiétudes en début d'année, les conditions météorologiques de l'année 2023 se sont finalement révélées plutôt favorables, permettant aux éleveurs allaitants de limiter les achats de concentrés et de fourrages à leurs niveaux « habituels ». Par ailleurs, le prix des agneaux a connu une nouvelle hausse, mais moins marquée que les années précédentes : +3,5% selon la cotation FranceAgriMer (prix moyen pondéré des régions). Pour les élevages laitiers, les éleveurs ont connu une revalorisation sans précédent du prix du lait, de l'ordre de +12% pour le lait livré en production conventionnelle d'après les données FranceAgriMer. Mais cette évolution n'a pas toujours permis de compenser l'augmentation des charges que les éleveurs ont enregistré au cours de la campagne 2023, du fait de la poursuite de la hausse du prix des matières premières et des achats d'aliments suite à la sécheresse de l'été 2022.

ESTIMATION DES REVENUS 2023

Baisse de revenu générale, sauf pour les pastoraux allaitants

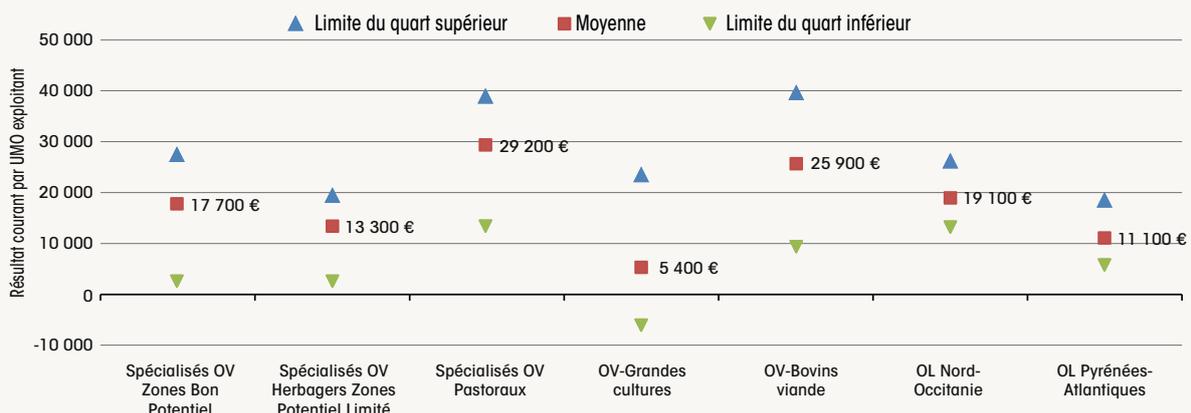
Parmi les spécialisés ovins viande, le groupe des Pastoraux, bénéficiant de la nouvelle étape de convergence des aides découplées, est le seul à voir son revenu remonter en 2023 : +16% à 29 200 €/UMO exploitant. Les deux autres groupes voient leur revenu continuer de s'éroder : -12%, à 17 700 €/UMO pour ceux des zones à bon potentiel, et -9% pour les autres, à 13 300 €/UMO. Après deux années à plus de 40 000 €/UMO, les systèmes mixtes avec grandes cultures voient leur revenu s'effondrer (-88%), à 5 400 €/UMO, sous l'effet du fort recul des prix des céréales, oléagineux et protéagineux. À -30% et 25 900 €/UMO, la baisse de revenu est moins marquée pour les systèmes mixtes avec bovins, où comme pour les spécialisés les meilleurs prix des ventes

animales ne suffisent pas à maintenir le produit total, et encore moins le revenu.

Les élevages laitiers bénéficient quant à eux d'une nette progression du prix du lait, mais l'augmentation du produit ovin qui en découle ne compense pas toujours l'accroissement des charges. En effet les éleveurs ont dû faire face à l'évolution toujours à la hausse du prix des matières premières, mais aussi à l'augmentation des quantités de fourrages et de concentrés achetés : bon nombre d'entre eux ont démarré la campagne 2023 avec des stocks au plus bas, suite à la sécheresse de l'été 2022. En moyenne, le résultat courant pour 2023 devrait être stable, autour de 19 100 €/UMO exploitant en nord-Occitanie ; il est en revanche attendu à la baisse en Pays basque et en Béarn, autour de 11 100 €/UMO (-19%).

RÉSULTATS COURANTS 2023

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2023.

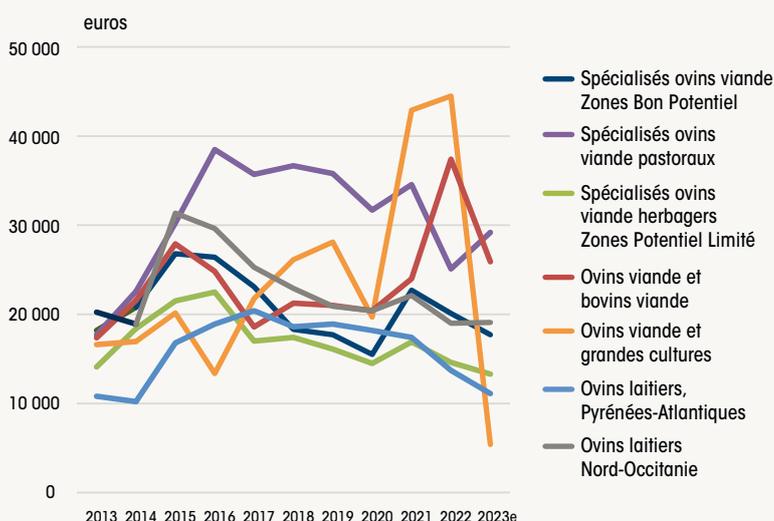


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2023 est établie à partir des résultats de 212 exploitations ovines allaitantes et 47 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 5 400 €/UMO (ovins viande, grandes cultures) à 30 900 €/UMO (spécialisés ovins viande pastoraux).

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

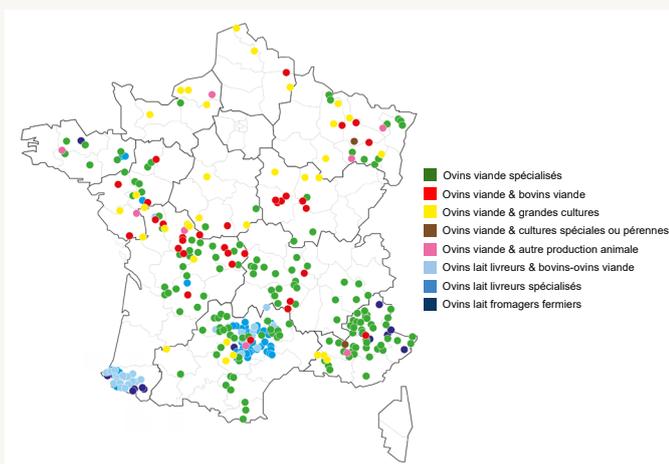
DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage compte 340 exploitations ovines suivies en 2022, dont 260 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont en moyenne nettement supérieurs à ceux des fermes professionnelles françaises mesurés par le RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole).



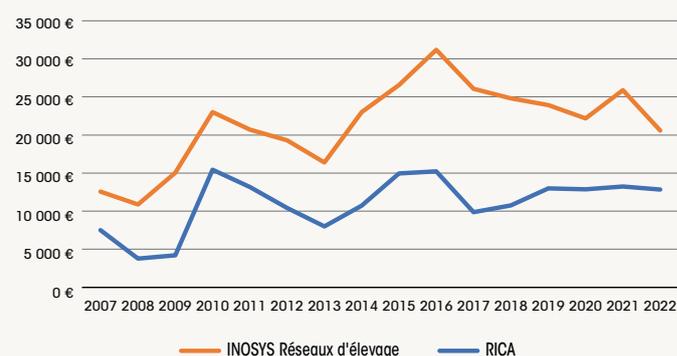
Plus d'informations : [Le nouveau portail INOSYS Réseaux d'élevage](#)

LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT DES EXPLOITATIONS OVINES ALLAITANTES

Euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage et RICA (RICA : OTEX 4810, Ovins spécialisés, sans brebis laitières)

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE 2022

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE DES ZONES À BON POTENTIEL	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS DES ZONES À POTENTIEL LIMITÉ	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	38	60	53	30	31	27	20
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	39 900 €	36 900 €	46 300 €	74 100 €	69 500 €	56 900 €	41 100 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	52%	44%	27%	38%	32%	45%	37%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	26 100 €	20 300 €	32 700 €	53 300 €	45 900 €	27 600 €	18 300 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	20 100 €	14 600 €	25 100 €	44 500 €	37 400 €	19 000 €	13 700 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	18 900 €	20 100 €	32 900 €	45 300 €	47 300 €	31 800 €	25 900 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES PRODUITS ET DES CHARGES 2023

Les évolutions 2023/2022 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données d'appui technique, interprofessions, Arvalis, FranceAgriMer, Agreste).

PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2023/2022

BASSIN/SYSTÈME	HERBAGERS	FOURRAGERS
PLAINES DU QUART NORD-EST	+1,5%	+5%
AUTRES BASSINS HERBAGERS	+3%	+4%
BASSINS RUSTIQUES	+4%	

Source : Observations INOSYS Réseaux d'élevage

PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIÉR

Évolutions régionales 2023/2022

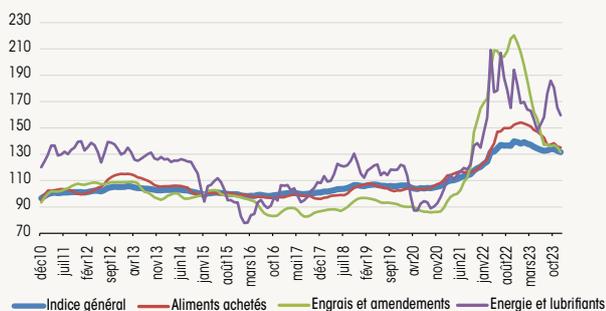
	NORD-OCCITANIE	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	+4%	-2%
PRIX DU LAIT	+12,5%	+12,6%
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	-13%	+1,4%

Source : FranceAgriMer, Interprofessions, AREOVLA, SIEOL appui technique

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2023/2022
AIDES DÉCOUPLÉES	En moyenne de -2% à -4%, sauf Spécialisés OV herbagers à +4% et pastoraux à +15% (cf. nouvelle phase de convergence)
AIDE OVINE	-4,5%
AIDES 2 ND PILIER (ICH)	Inchangées

ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

ESTIMATION DES CHARGES 2023

Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2023 suivent les tendances nationales issues des IPAMPA ovins viande et lait.

Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences, protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre juin 2021/mai 2022 et juin 2022/mai 2023, correspondant aux campagnes de culture.

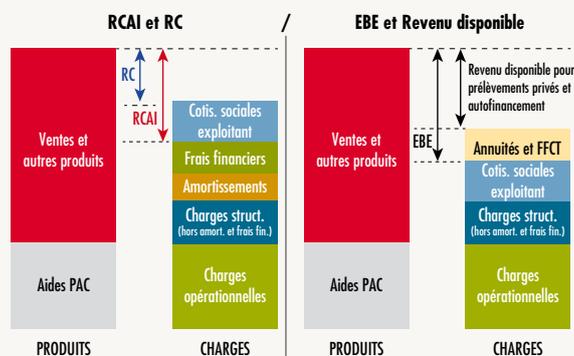
L'année 2023 a vu le maintien de prix élevés, seul celui des carburants recule significativement au cours de l'année civile :

IPAMPA	ÉVOLUTION OVIN VIANDE (ANNÉE CIVILE)	ÉVOLUTION OVIN LAIT (10/2022-09/2023)
ENGRAIS (06/2022-05/2023)	+25,9%	
ALIMENTS ACHETÉS	+0,2%	+9,9%
CARBURANTS	-8,5%	+5,1%

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2023 ET METHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2022 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : résultat courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers + produits financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE DES ZONES À BON POTENTIEL

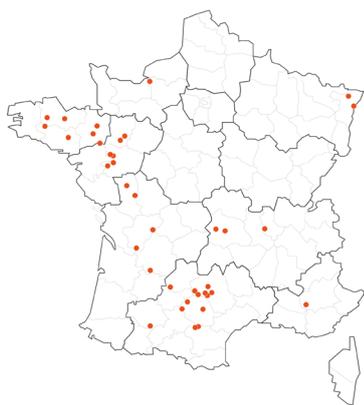
Le revenu recule de nouveau, à 17 700 €/UMO exploitant



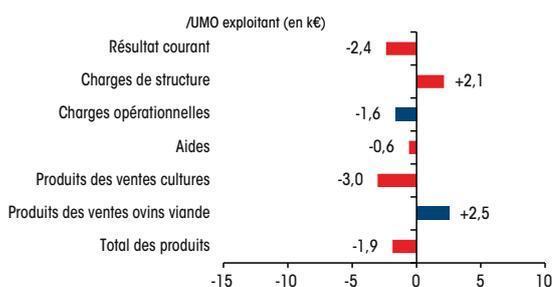
DONNÉES REPÈRES

- 1,4 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 77 ha de SAU dont 64 ha de SFP
- 455 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 38 EXPLOITATIONS



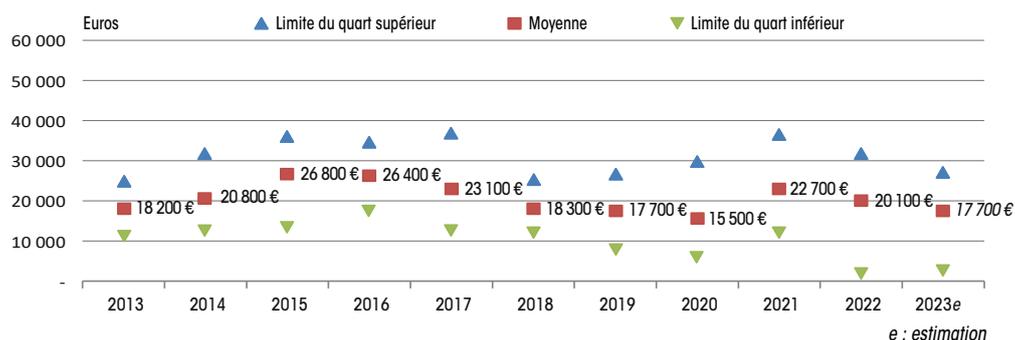
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les 38 exploitations qui composent ce groupe se situent majoritairement entre la façade atlantique et les zones du Ségala et du Lévezou du Sud-Ouest. On trouve ces systèmes de manière bien moins fréquente dans le Grand Est ou en zone alpine. La SAU moyenne de ces exploitations est de 77 ha, les 3/4 produisent des céréales, et 5 exploitations valorisent également des surfaces pastorales. Depuis plusieurs années, ces exploitations ovines des zones à bon potentiel ont diminué leur chargement afin de s'adapter au changement climatique et de sécuriser l'autonomie fourragère : dans notre échantillon, deux exploitations sur trois ont un chargement inférieur à 1,4 UGB/ha de SFT. Si le système de reproduction 3 agnelages en 2 ans est devenu marginal (3 élevages sur 38), l'étalement de la production est toujours un marqueur fort : 30 exploitations ont au moins deux périodes de mise bas.

Plus de 340 brebis en moyenne par UMO, de races diverses : herbagères, prolifiques voire rustiques

Le collectif de travail (1,4 UMO) est quasi exclusivement composé de main-d'œuvre familiale et gère un troupeau moyen de 455 brebis. La productivité numérique moyenne est de 1,34 agneau/brebis, mais elle masque de grandes disparités : de 0,7 à plus de 2 agneaux produits par EMP (effectif moyen présent). Le niveau de prolificité est élevé (176%) mais la mortalité moyenne dépasse 17%. Un quart des élevages voit mourir plus de 20% des agneaux nés.

300 kg de fourrages distribués et 200 kg de concentrés pour produire 25 kg de carcasse

97% des agneaux sont vendus lourds, majoritairement engraisés en bergerie, à un poids moyen de 19 kg de carcasse. Près de 8 kg de concentrés sont nécessaires pour produire 1 kg de carcasse d'agneau. L'année fourragère a été difficile à gérer à cause des fortes pluies printanières qui ont rendu la réalisation des stocks complexe, mais la quantité a été au rendez-vous.

2023 : prix de l'agneau toujours élevé, mais ceux des carburants et des engrais aussi

Tout ce qui a été gagné avec l'augmentation du produit ovin ou avec la réduction des charges opérationnelles a été gommé par l'augmentation des charges de structure et la faiblesse des produits cultures. La stagnation des aides n'a pas aidé. À 17 700 €/UMO, le revenu moyen retrouve son second plus bas niveau depuis 10 ans, et la situation du quartile inférieur devient très compliquée : en 2013, le revenu du quartile bas représentait 62% du revenu moyen, en 2023, c'est 15% (2 700 €/UMO).

La technicité est toujours importante dans la réussite, mais ça ne suffit plus en 2023

On trouve dans le quart supérieur les systèmes bénéficiant de plus grandes structures et de meilleurs potentiels (1,3 UGB/ha de SFP vs 1,1 UGB/ha pour les 3 autres quartiles). Leur productivité numérique (1,23) est inférieure à la moyenne du groupe (1,34), mais avec moins de fourrages distribués (280 kg/brebis vs 303) et un peu plus d'agneaux non finis (5% de maigres/légers vs 3%). La dépendance aux achats de concentrés est plus importante, la marge brute par brebis est inférieure à la moyenne du groupe (113 €/brebis vs 120€), mais ils s'en sortent moins mal grâce à la taille du troupeau.

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS DES ZONES À POTENTIEL LIMITÉ

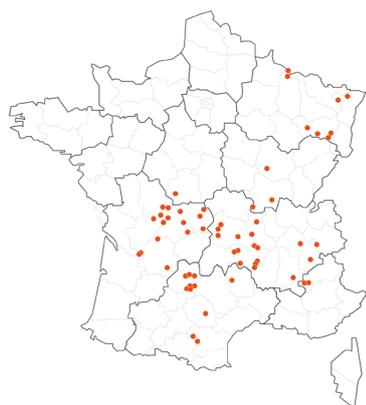
Le revenu s'affaiblit encore, à 13 300 €/UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 93 ha de SAU dont 83 ha de SFP
- 40 ha de parcours individuels
- 518 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 60 EXPLOITATIONS



Le groupe des spécialisés herbagers des zones à potentiel limité rassemble 28% des exploitations du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage ovins viande. Il couvre les principales zones de production, hormis la zone pastorale du Sud-Est. Ces exploitations disposent d'une SAU de plus de 90 ha, mais au potentiel généralement limité. Le chargement moyen est de 0,8 UGB/ha SFP. La présence de surface pastorale concerne 20% des exploitations, avec une moyenne de 180 ha et un chargement nettement inférieur au reste du groupe.

Des conduites variées, où l'alimentation pèse sur les résultats

Un tiers des exploitations n'a qu'une seule période de mise bas, avec en moyenne une troupe de 440 brebis. Un autre tiers fonctionne avec deux périodes de mises bas et une troupe moyenne de 520 brebis et le reste avec un système plus ou moins accéléré et 580 brebis. Avec en moyenne 300 kg/brebis, la consommation de fourrage distribué à l'auge reste élevée, pesant sur les charges de mécanisation. De plus, elle nécessite une complémentation en concentrés de 170 kg/brebis, incluant celle pour la finition des agneaux. Si ces exploitations sont autonomes en fourrages, la petite dizaine d'hectares de cultures de l'exploitation ne couvre qu'un quart des besoins en concentré.

La productivité numérique à la peine, alors que le prix de l'agneau augmente toujours !

Ces exploitations produisent en moyenne 1,16 agneau/brebis, avec un poids moyen de 18 kg de carcasse. En 2023, le prix de l'agneau a continué à progresser (+1,5% à +3%) et a permis une amélioration de la marge brute, même si celle-ci reste inférieure à 90 €/brebis. Dans un contexte de baisse du prix des concentrés à venir, une meilleure gestion de leur distribution permettrait d'améliorer la productivité des brebis, voire le poids de carcasse des agneaux, en fonction des débouchés.

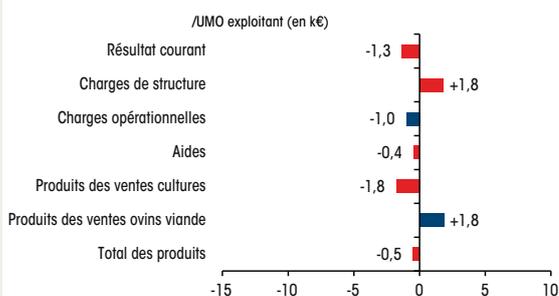
Des résultats économiques historiquement bas

Malgré l'amélioration du produit de l'atelier ovin et la baisse des charges opérationnelles, l'augmentation des charges de structure et la dégradation du produit des cultures, voire la baisse des aides, tirent le revenu vers le bas. Le résultat courant recule de -9%, à un niveau exceptionnellement bas de 13 300 €/UMO exploitant, le plus faible depuis 10 ans.

Quart supérieur : des systèmes économes et pâturant

Les exploitations aux meilleurs revenus (quart supérieur) se caractérisent par une part plus importante du pâturage dans l'alimentation des brebis. Elles ne distribuent que 200 kg MS de fourrages/brebis (vs 300 kg) et 110 kg de concentrés (vs 170 kg), soit 5 kg/kg de carcasse d'agneau produit (vs 8,1 kg). Elles consomment donc 40% de concentrés en moins, tout en maintenant le niveau de productivité des brebis (1,18 vs 1,16), avec toutefois une plus forte part d'agneaux légers ou maigres (15% vs 7%).

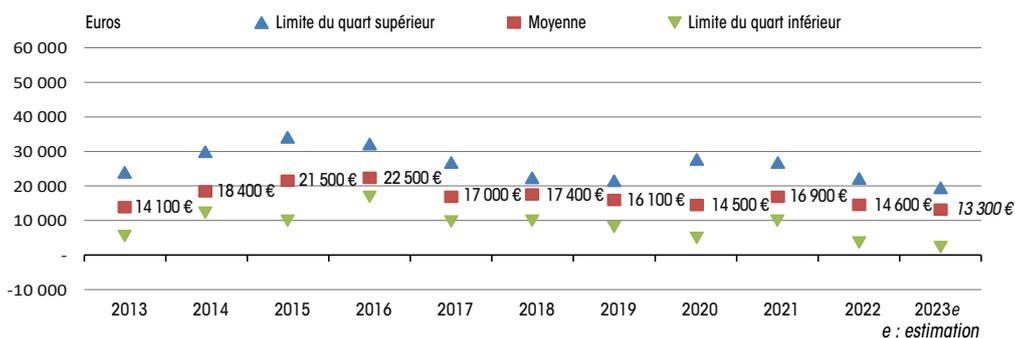
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

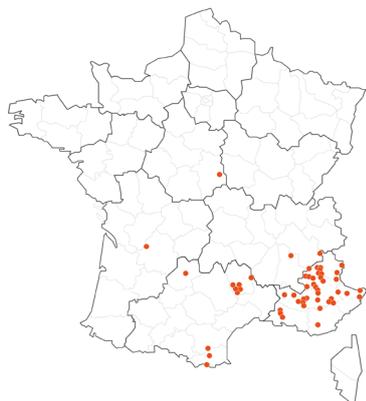
La convergence des aides découplées fait remonter le revenu [29 200 €/UMO exploitant]



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 64 ha de SAU dont 53 ha de SFP
- 272 ha de parcours individuels
- 567 brebis

LOCALISATION DES 53 EXPLOITATIONS



Les 53 exploitations de ce groupe sont essentiellement localisées dans un tiers sud du territoire national, principalement dans le quart sud-est, mais aussi le long de la chaîne pyrénéenne et au sud du Massif central (Dordogne, Lot et Lozère). La composante pastorale de leur système d'alimentation est très marquée, qu'il s'agisse de parcours individuels (272 ha en moyenne) ou collectifs (recours à l'estive pour les deux tiers du groupe).

Des races rustiques pour optimiser la valorisation des surfaces pastorales

Pour valoriser les parcours pastoraux, ces systèmes utilisent des races rustiques, peu prolifiques, le plus souvent sans mise à la reproduction des agnelles la première année. D'où une productivité moyenne un peu en deçà du seuil d'1 agneau par brebis présente (0,96), près de 30% d'agneaux légers ou maigres, et un poids de carcasse des agneaux finis de l'ordre de 16 kg.

Des systèmes très extensifs aux dimensions importantes

La forte présence des formes sociétaires se traduit par une moyenne d'1,7 UMO familiale, complétée par 0,3 UMO salariée, la plupart du temps liée à l'embauche de bergers dans le cadre du plan loup. L'effectif moyen est de 567 brebis, soit 283 brebis/UMO. Hors parcours collectifs, le chargement moyen est de 0,3 UGB/ha SFT.

Valoriser au maximum le pâturage

La valorisation par le pâturage des prairies, mais aussi et surtout des parcours, est essentielle dans l'équilibre de ces systèmes. Si les fourrages distribués représentent en moyenne 240 kg/brebis, ils ne pèsent que 149 kg pour le quart aux meilleurs revenus, contre 296 kg pour celui aux revenus les plus faibles. Cette variabilité importante dépend des contraintes des élevages (localisation et facilité d'accès aux surfaces pastorales), des conditions climatiques, mais aussi de leur organisation, impactant la durée de présence en bergerie. Cette moindre part de l'alimentation distribuée dans le quart aux meilleurs revenus se retrouve également en matière de complémentation : 43 kg/brebis, soit 2,8 kg/kg de carcasse produits, contre respectivement 91 kg et 5,8 kg/kg pour l'ensemble du groupe.

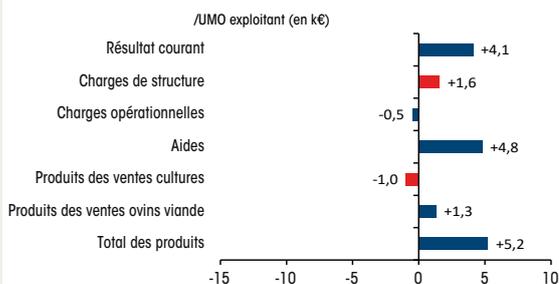
Plus de vente en maigre en situation de forte inflation des prix des aliments

La moindre consommation de concentré du quart supérieur s'explique aussi par une plus faible part d'agneaux finis (48% vs 29% en moyenne). Cette tendance à ne pas engraisser tous les agneaux s'est nettement accentuée depuis la flambée des prix des aliments des deux dernières années. Elle est liée à la volonté des éleveurs d'optimiser leurs coûts de production, en fonction des opportunités du marché. Ils parviennent ainsi à assurer une certaine valorisation des agneaux (114 € vs 125 en moyenne) en préservant la marge de l'atelier (98 €/brebis vs 72 €).

L'année 2023 marquée par l'évolution de la PAC

Alors qu'en 2022 la meilleure valorisation des agneaux n'avait pas compensé l'envolée des charges, l'évolution de la PAC en 2023 offre une opportunité aux systèmes pastoraux, avec une nouvelle étape dans la convergence des aides découplées. Elles progresseraient en moyenne de +12% sur le groupe (+6 700 €/UMO), contribuant ainsi à la remontée du revenu (+4 100 €/UMO, soit + 16%) qui se rapprocherait du seuil de 30 000 €/UMO exploitant.

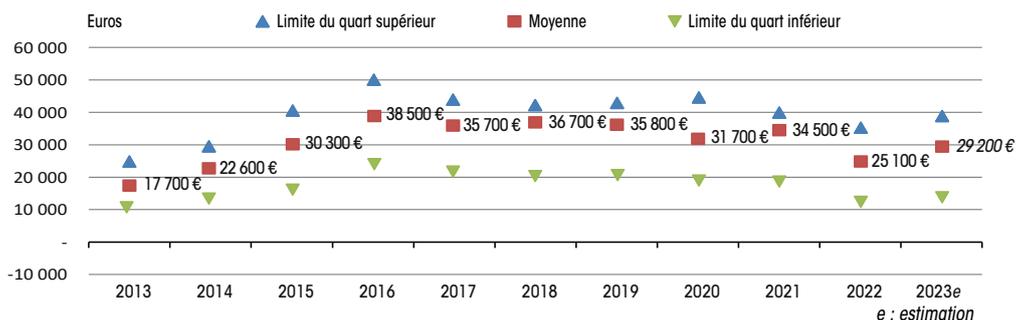
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

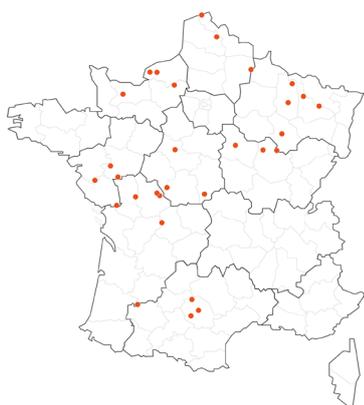
Effondrement du revenu [5 400 €/UMO exploitant]



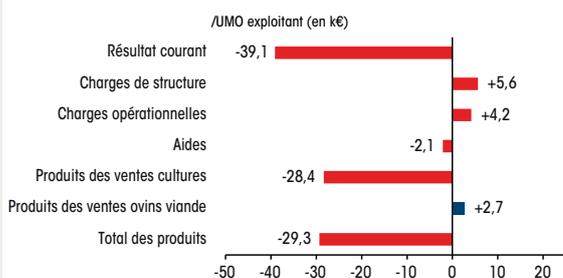
DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totales dont 1,4 UMO exploitant
- 169 ha de SAU dont 57 ha de SFP et 109 ha de cultures
- 542 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 30 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Associant ovins et grandes cultures, ces exploitations peuvent jouer sur les complémentarités entre leurs deux ateliers. L'atelier ovin n'est pas toujours le principal, il est souvent développé pour valoriser les coproduits des cultures et les surfaces additionnelles telles que les couverts végétaux. La diversité de ces systèmes est très forte, allant du plein air à la semi-bergerie, avec un chargement moyen très élevé de 30 brebis/ha SFP, soit 4,7 UGB/ha.

Les cultures sécurisent l'atelier ovin

L'atelier grandes cultures peut approvisionner l'atelier ovin en céréales, protéagineux, coproduits, fourrages, favorisant la baisse des charges alimentaires et permettant une autonomie moyenne en concentré de 42%. Cependant, cette disponibilité en grains se traduit par une certaine libéralité dans la distribution, en moyenne 279 kg/brebis et 11,1 kg/produit. Ces consommations élevées, les plus fortes des différents groupes, sont en grande partie liées à l'importance des agnelages d'automne et à la prépondérance d'agneaux de bergerie relativement lourds (19,1 kg de carcasse en moyenne).

Meilleures productivité et autonomie pour les élevages du quart supérieur

La productivité numérique des brebis est importante pour « amortir » la forte consommation de concentré. En moyenne elle est d'1,28 agneau/brebis, mais monte à 1,35 agneau pour le quart des élevages aux meilleurs revenus, contre 1,18 pour le quart inférieur. On peut également pointer la meilleure autonomie en concentré du quart supérieur (57%) plus du double de celle du quart inférieur (24%). Le quart supérieur atteint ainsi près de 100 €/brebis de marge brute, contre moins de 70 € pour le quart inférieur.

La conjoncture ovine permet de tenir les résultats de l'atelier

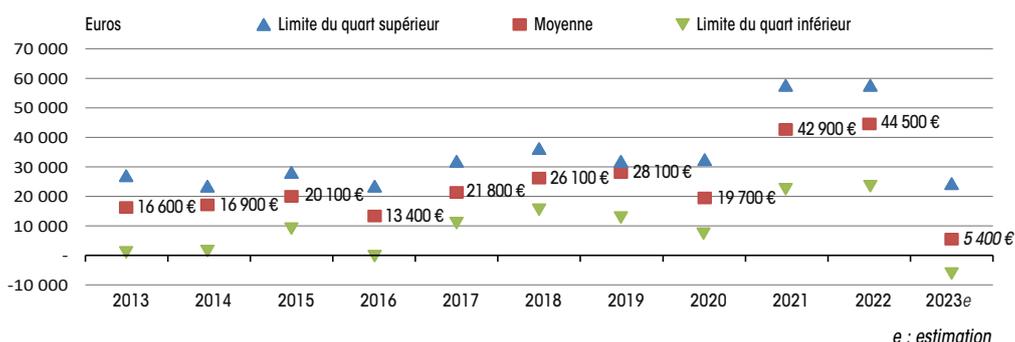
Sans baisse des charges à venir, l'atelier ovin fait le dos rond mais ne cède pas, grâce à un prix de l'agneau en hausse en 2023, en moyenne de 156 €/tête pour 19,1 kg de carcasse. L'année 2023 a permis la récolte d'une quantité de fourrage considérable du fait de la pluviométrie très importante et régulière, notamment sur la partie Nord du pays, zone où ce système est principalement mis en place. Cependant la préservation de la marge de l'atelier ovin est insuffisante pour maintenir le revenu global à l'échelle de l'exploitation.

Retournement brutal de conjoncture

Avec le retournement de la conjoncture du prix des grains en 2023, les produits des ventes de cultures ont chuté de près de 30 000 € par UMO exploitant. En parallèle, les charges opérationnelles ont subi une nouvelle augmentation, de l'ordre de 4 000 € /UMO exploitant. Si la baisse du prix des cultures a permis de diminuer le coût alimentaire de l'atelier ovin, sur l'ensemble de l'exploitation, la petite hausse des produits issus de l'atelier ovin viande (+2 700 €/UMO exploitant) est loin de compenser la perte de rentabilité de l'atelier végétal, d'où un effondrement du résultat courant par UMO de 39 000 €/UMO.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

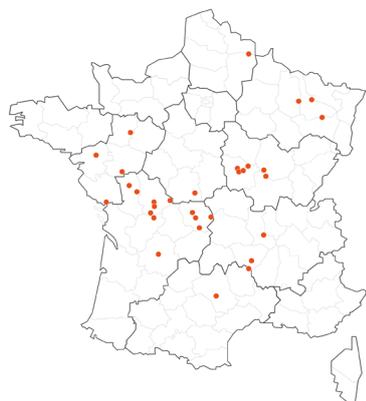
La conjoncture 2023 pèse sur le revenu [25 900 €/UMO exploitant]



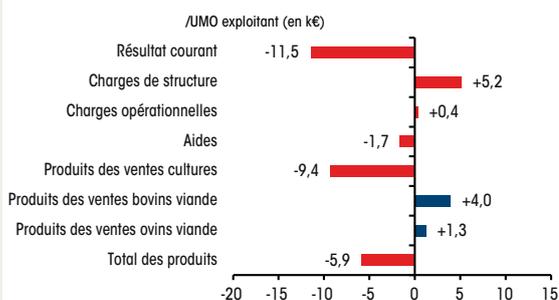
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 193 ha de SAU dont 155 ha de SFP
- 409 brebis allaitantes et 72 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 31 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations associant ovins et bovins viande sont principalement situées sur les pourtours du Massif central. Elles sont très majoritairement de type herbager, avec un chargement moyen d'1,2 UGB/ha SFP et seulement 2% de cultures fourragères dans la SFP. Les ovins y pèsent un peu moins que les bovins (41% des UGB en moyenne). Les structures sociétaires sont prédominantes, avec plus de la moitié de GAEC dans le groupe. Rapportée à l'UMO, la SAU est nettement supérieure à celle des spécialisés : 94 ha/UMO vs 53 ha et 62 ha pour les deux groupes spécialisés non pastoraux.

Des ateliers ovins relativement économes en fourrage distribué

La productivité moyenne des brebis est très proche de celle des spécialisés des zones à potentiel limité (1,18 agneau vs 1,16), de même que la consommation de concentré (174 kg/brebis et 8,0 kg/kg produit vs 169 et 8,1). En revanche la consommation de fourrages distribués est nettement inférieure (247 kg vs 304), ce qui peut traduire la disponibilité des prairies « bovines » pour le pâturage hivernal des brebis.

Des élevages légèrement perdants avec la nouvelle PAC

Assez peu chargés, ces élevages ne sont que légèrement pénalisés par le passage à la nouvelle aide bovine à l'UGB : -740 €/UMO en moyenne, soit un peu plus que le recul de l'aide ovine (-430 €/UMO) et que celui des aides découplées (-630 €/UMO). Mais en cumulant les évolutions de toutes les aides le recul atteint -1 700 €/UMO.

Une conjoncture 2023 défavorable... surtout pour l'atelier cultures

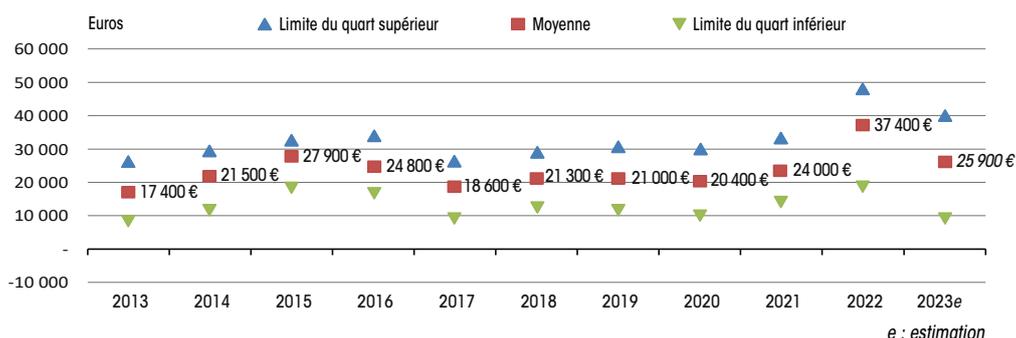
Avec en moyenne près de 40 ha de cultures dans la SAU c'est le chiffre d'affaires de cet atelier qui est le plus pénalisé par la conjoncture 2023 : -9 400 € de ventes par UMO, et même -11 400 € de produit en moins en incluant les cessions internes aux ateliers ovins et bovins. Les hausses des prix de vente des ovins et surtout des bovins ne peuvent suffire à compenser les reculs subis par les ventes de cultures et les aides, dans un contexte de poursuite de l'inflation des charges. Après la forte hausse enregistrée en 2022, le revenu est donc en forte baisse en 2023, -11 500 €/UMO exploitant, et repasse sous le seuil de 30 000 €/UMO.

Un quart supérieur aux avantages structurels

Contrairement aux années précédentes, les élevages aux meilleurs revenus ne présentent pas cette année de meilleures performances techniques. Ils bénéficient avant tout d'avantages structurels, avec plus de surface et d'UGB rapportées à l'UMO : respectivement 114 ha et 91 UGB, contre 94 ha et 74 UGB en moyenne. En complément leur orientation bovine est plus marquée : 34% d'UGB ovines, contre 41% pour la moyenne du groupe.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE

La hausse du prix du lait permet de stabiliser le revenu, à 19 100 €/UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 92 ha de SAU dont 70 ha de SFP
- 423 brebis présentes, 147 500 litres de lait
- 65% d'exploitations spécialisées

LOCALISATION DES 27 EXPLOITATIONS



Localisées dans la partie sud du Massif central, ces exploitations produisent du lait valorisé pour 90% d'entre elles en AOP Roquefort. À près de 350 litres par brebis traitée, la productivité des troupeaux de race Lacaune correspond à la moyenne enregistrée pour les élevages en Contrôle Laitier Officiel. Et autour de 147 500 litres, la production laitière des élevages suivis est supérieure de 20% à la collecte moyenne Roquefort.

La campagne 2022 s'est déroulée dans un contexte économique très défavorable, marquée par une hausse sans précédent du prix des matières premières, en particulier pour l'énergie, les engrais et les aliments. Attendus en forte baisse, les résultats enregistrés pour les élevages suivis ont finalement mieux résisté que prévu. L'impact de la hausse des charges d'engrais et de carburants est resté modéré compte tenu des achats en début de campagne, avant l'envolée des prix liée à la guerre en Ukraine, et de la réduction de 20% de la fertilisation minérale.

En 2023, le prix des matières premières poursuit son évolution à la hausse

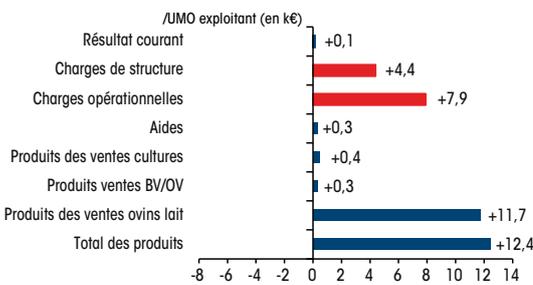
Malgré la baisse du prix des matières premières observée depuis le début de l'année 2023, l'IPAMPA lait de brebis atteint un niveau record : à 137,4 en moyenne, il progresse de +5,8% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution s'explique principalement par la poursuite de l'augmentation du prix des aliments (+9,9%), mais également des coûts d'achat et d'entretien du matériel, en hausse respectivement de +8,9 et +8,1%. Ces 3 seuls postes de charges expliquent plus de 80% de l'augmentation de l'IPAMPA lait de brebis. Par ailleurs, suite à un printemps et un été 2022 exceptionnellement chauds et secs, les éleveurs ont démarré la campagne 2023 avec des stocks fourragers au plus bas, que bon nombre d'entre eux ont dû compléter par des achats.

La revalorisation du prix du lait et l'évolution des autres produits devrait compenser l'augmentation des charges

Après avoir nettement progressé au cours de la campagne 2022, le prix des agneaux évolue à la baisse (-13%). Dans le même temps, les hausses des volumes de lait livrés (+4%) et du prix du lait (+12,5%) permettent d'accroître le produit des ventes de l'atelier ovin lait de +11 700 € par UMO exploitant en 2023. S'ajoutent à cela une meilleure valorisation des produits de l'atelier bovin ou ovin viande pour les exploitations diversifiées, ainsi que la hausse des rendements de céréales qui a permis de reconstituer les stocks. Le total des aides progresse légèrement du fait du paiement des aides versées en début de campagne au titre de la procédure calamité agricole sécheresse 2022, compensant la baisse des aides PAC (-4%) et la suppression des aides conjoncturelles (plan de résilience). En hausse de près de 12 400 € par UMO exploitant, le total des produits compense tout juste la hausse des charges. Estimé autour de 19 100 € par UMO exploitant en 2023, le résultat courant est stable à un niveau proche de ce qu'il était avant 2015.

Comme les années précédentes, les écarts sont importants entre élevages. Les éleveurs avec les meilleurs revenus (plus de 25 000 €/UMO) se distinguent le plus souvent par une très bonne productivité du troupeau (autour de 400 litres/brebis) associée à une bonne maîtrise des charges. Leur résultat courant représente 20% du produit d'exploitation, soit 8 points de mieux que la moyenne des élevages suivis.

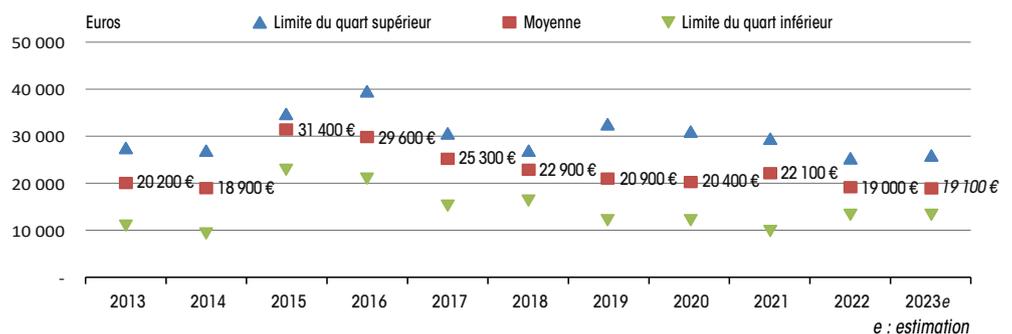
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'évolution du prix du lait ne compense pas la hausse des charges
[11 100 €/UMO exploitant]



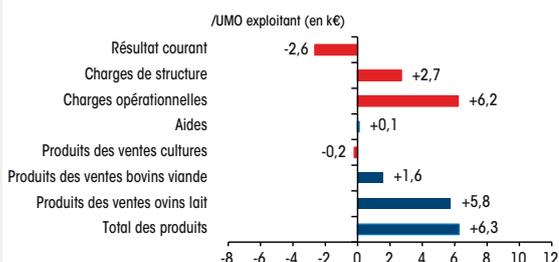
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 43 ha de SAU dont 41 ha de SFP
- 389 brebis présentes, 74 400 litres de lait
- 75% d'exploitations mixtes (20 VA dans ce cas)

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2022 ET 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Localisés dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, les éleveurs suivis sont également souvent engagés dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. À 245 litres par brebis traite en moyenne, la productivité des troupeaux de race Manech tête rousse, tête noire ou Basco-béarnaise est légèrement supérieure à la moyenne enregistrée pour les élevages en Contrôle Laitier Officiel. Autour de 74 000 litres, le volume de lait livré se situe 40% au-dessus de la collecte moyenne du bassin.

La campagne laitière 2022 a été marquée par une très forte hausse du coût des intrants et une sécheresse marquée. Cela s'est traduit par une réduction de la collecte départementale de -4,6% par rapport à la campagne précédente, soit -2,6% par exploitation. Dans ce contexte, la production laitière des éleveurs suivis a tout de même progressé de +4% en moyenne sur la campagne 2022. Cela leur a permis d'atténuer la baisse attendue de leur revenu qui se situe toutefois à un niveau très faible : 13 700 € par UMO exploitant.

Suite à l'été 2022, un déficit marqué en fourrages

Comme en Occitanie, l'été 2022 a été marqué par une sécheresse exceptionnelle qui a entraîné un arrêt de la pousse de l'herbe et une baisse de rendement sur les récoltes de fourrages. Confrontés à des problèmes d'accès à l'eau, les troupeaux sont descendus plus tôt d'estive et ont entamé en fin d'été des stocks de fourrages déjà limités. Devant accroître leurs achats d'aliments, les éleveurs du Pays basque et du Béarn ont été confrontés à des problèmes d'approvisionnement et à des prix toujours élevés. Il en découle une forte augmentation du montant des achats de fourrages et de concentrés, qui avec les engrais et les amendements dont le prix s'est encore accru, représentent les deux tiers de l'augmentation attendue du montant total des charges pour 2023.

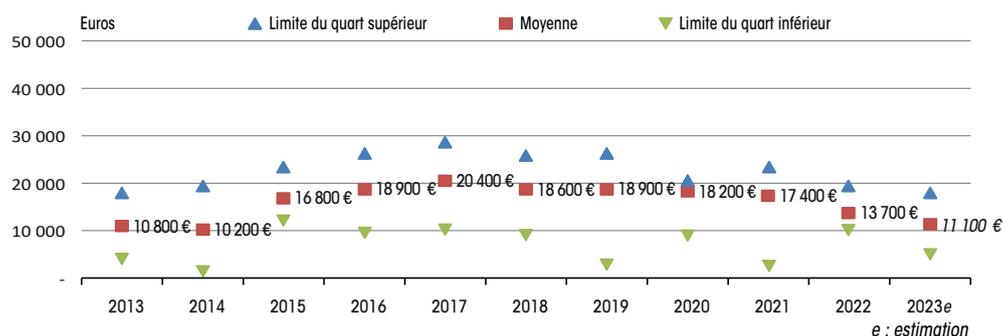
La hausse du prix du lait ne permet pas de compenser l'évolution des charges

Dans un contexte de forte progression des coûts de production, le prix du lait a connu une revalorisation sans précédent : +12,6% entre les deux dernières campagnes. Malgré une baisse de la production laitière, ainsi que du prix des brebis de réforme, le produit des ventes de l'atelier ovin lait progresse de près de +8%. Il faut ajouter à cela une hausse du prix des broutards et des vaches de réforme, une réduction des aides PAC (-3,4%), la suppression des aides conjoncturelles (plan de résilience) et le versement en début de campagne des aides calamité suite à la sécheresse de l'été 2022. Finalement, l'augmentation des produits ne couvre que 66% de l'accroissement des charges. En baisse de 19%, le résultat courant se situe à un niveau proche de ce qu'il était avant 2015, à 11 100 € par UMO exploitant.

Et comme les années précédentes, les éleveurs qui obtiennent les meilleurs revenus (plus de 19 500 €/UMO exploitant) se distinguent principalement par une bonne maîtrise des charges. Pour ces élevages du quartile supérieur, le total des charges opérationnelles et l'ensemble des charges de structure représentent respectivement 28 et 38% du produit d'exploitation, soit 11 et 10 points de moins que la moyenne des élevages suivis.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle (échantillon non constant)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

PERSPECTIVES 2024

La production au sein de l'UE à 27 devrait poursuivre sa baisse

En 2024, la demande à l'import devrait rester ferme dans les deux grands bassins d'importation que sont le Moyen-Orient et l'UE. Les demandes asiatique et étatsunienne devraient quant à elles diminuer et l'Australie restera le pourvoyeur principal de viande ovine à l'échelle mondiale. La consommation au sein de l'UE restera limitée par un pouvoir d'achat toujours modeste face à une inflation qui ralentit mais perdure. Mais la production de l'UE devrait encore s'amenuiser, notamment en Espagne, en France mais aussi en Grèce et en Italie, en partie du fait du réchauffement climatique qui pénalise de plus en plus les pays du pourtour méditerranéen. Le prix des agneaux européens devrait alors rester élevé.



FRANCE 2024

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1 000 téc	2021	2022	2023	2024p	2024/23
Abattages contrôlés	82	79	73	71	-2%
Importations	78	84	84	85	1%
Exportations	8	8	8	8	0%
Consommation	151	155	149	148	-1%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

Début 2024, les faibles effectifs en élevage et le repli de la demande pour la viande d'agneau - qui persiste - ont provoqué un recul des **abattages** de -4% en volume sur les deux premiers mois de l'année. Sur l'ensemble de l'année 2024, la baisse des volumes abattus atteindrait -2%. C'est la résultante d'une baisse des sorties des élevages français associée à une probable baisse des importations d'ovins vifs. En effet, les prévisions de disponibilités d'agneaux espagnols sont de nouveau en recul pour 2024, ce qui conduira à un net repli des **importations d'ovins vifs** qui viennent traditionnellement compléter l'offre française. Le constat est le même chez tous les abatteurs au 1^{er} trimestre 2024 : on manque d'agneaux !

Les **importations** françaises de **viande ovine** devraient en revanche légèrement augmenter en 2024, de +1% /2023 : malgré un nouveau repli des achats des ménages envisagé sur l'ensemble de l'année, la baisse de production est telle qu'un regain de l'import sera tout de même nécessaire pour répondre à la consommation. Parmi les principaux pays **fournisseurs**, le Royaume-Uni devrait *a priori* légèrement diminuer ses expéditions de viande ovine vers la France ou éventuellement les maintenir : il pourrait continuer de privilégier le marché français, son 1^{er} client, et baisser ses envois vers d'autres pays. Les exportations irlandaises, prévues stables, pourraient permettre de fournir autant ou plus de viande ovine que l'an passé à la France (son 1^{er} client), le marché britannique (son 2^{ème} client) étant de plus en plus absorbé par les envois océaniques du fait des récents accords commerciaux. La Nouvelle-Zélande pourrait également augmenter ses envois vers le marché français, vue la probable hausse de son disponible exportable. En Espagne, le niveau de disponible est tel que les exportations de viande ovine vers la France devraient continuer de reculer en 2024.

Face à ce nouveau recul des abattages, et malgré la légère hausse des importations de viande ovine en 2024, la **consommation** de viande ovine - calculée par bilan - devrait de nouveau se **replier** sur le marché français, mais de façon moins importante que l'an passé, de -1% /2023 contre -4% entre 2022 et 2023.

Dans un contexte de recul du disponible, la **cotation** entrée abattoir devrait de nouveau atteindre des niveaux historiques : sur les 13 premières semaines de 2024, elle s'élevait en moyenne à 8,84 €/kg, soit + 1,75 €/kg comparé à la moyenne quinquennale.

UNION EUROPÉENNE ET ROYAUME-UNI 2024

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

ROYAUME-UNI (1 000 téc)	2022	2023	2024p	2024/23
Abattages	289	286	283	-1%
Importations de viande ovine	60	53	56	+4%
Exportations de viande ovine	71	73	72	-1%
Consommation par bilan	278	267	267	=
IRLANDE (1 000 téc)	2022	2023	2024p	2024/23
Abattages	68	70	69	-1%
Importations de viande ovine	9	9	9	+1%
Exportations de viande ovine	61	57	57	=
Consommation par bilan	16	22	21	-3%
ESPAGNE (1 000 téc)	2022	2023	2024p	2024/23
Abattages	119	106	93	-12%
Importations de viande ovine	8	8	8	=
Exportations de viande ovine	47	43	39	-9%
Consommation par bilan	80	71	62	-13%
UNION EUROPÉENNE à 27 (1 000 téc)	2022	2023	2024p	2024/23
Abattages	517	510	504	-1%
Importations de viande ovine	146	150	157	+5%
Exportations de viande ovine	36	31	30	-6%
Consommation par bilan	627	628	632	+1%

p : prévisions

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, TDM, Teagasc et AHDB

La production européenne devrait de nouveau reculer en 2024

Fin 2023, selon nos estimations, le **cheptel** reproducteur de l'UE à 27 reculait pour la 4^{ème} année consécutive mais de façon plus accentuée, de -2,5% /2022, atteignant 44,4 M de têtes. La nouvelle chute des effectifs en Espagne (-542 000 têtes), en Grèce (-121 000), en Irlande (-67 000), en France (-29 000), au Portugal (-127 000), en Italie (-71 000) et en Croatie (-75 000) expliquent ce résultat malgré de rares hausses, notamment en Allemagne (+21 000). Selon la Commission européenne (CE), la **production** de viande ovine devrait de nouveau se replier en 2024, de -1% /2023.

La CE prévoit également une nouvelle hausse des **importations** de viande ovine de +5% /2023, surtout d'Australie et de Nouvelle-Zélande. En revanche, la baisse de production et les prix élevés pourraient de nouveau freiner les **exportations** en 2024 (-6% /2023).

L'**Irlande**, avec un cheptel reproducteur dont le recul s'est accentué fin 2023, à -2,5% /2022, devrait subir une nouvelle érosion de sa production en 2024, de -1% /2023 selon *Teagasc*. La demande à l'export devrait rester forte malgré la compétitivité de l'Océanie car la production européenne sera en baisse. *Meat Industry Ireland* estime que les exports irlandais pourraient être stables en 2024, grâce aux stocks de 2023. Les cours irlandais devraient alors croître.

En **Espagne**, le nouveau repli du cheptel ovin reproducteur fin 2023, de -5% /2022, devrait impacter la production de viande ovine et les envois de viande comme de vifs. Les cours de l'agneau devraient atteindre de nouveaux records, pesant sur leur compétitivité et leurs ventes.

Au **Royaume-Uni**, *AHDB* prévoit une baisse de la production en 2024, liée à la contraction du cheptel reproducteur (-4% à 14 M de têtes). Les abattages comme les exportations sont attendus en légère baisse. Les importations devraient quant à elles augmenter (+4%), surtout d'Océanie.

OCÉANIE 2024

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE (1 000 téc)	2021-22	2022-2023	2023-2024p	Variation
Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)	392	384	392	+2%
AUSTRALIE (1 000 téc)	2021	2022	2023p	Variation
Exportations de viande ovine	487	603	621	+3%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après NZ Statistics, Beef + Lamb New Zealand et Meat & Livestock Australia

Stabilisation des marchés océaniques en 2024, après une année compliquée

En **Nouvelle-Zélande**, le **cheptel** reproducteur ovin a reculé de -1% /2022, à 15,3 M de têtes en juin 2023, avec une hausse du nombre d'agneaux produits estimée à +1% en 2023 au printemps, à 20,4 M de têtes, d'après *Beef and Lamb NZ*. Le bon taux d'agnelage a compensé la baisse des effectifs de brebis et à l'issue de la campagne, *Beef and Lamb NZ* prévoit une hausse de +2% des abattages d'agneaux destinés à l'export, en volume, et de +1% des réformes. Au total, la **production** de viande ovine néozélandaise devrait **augmenter** de +2% d'une année sur l'autre, à 425 000 téc. Toutefois, une augmentation de la production à long terme est peu probable.

Au 2nd semestre 2023, le ralentissement de la **demande** chinoise et l'afflux d'agneaux australiens ont entraîné une baisse des cours de l'agneau néozélandais qui perdure début 2024, mais les prix devraient s'améliorer ou rester à leurs niveaux moyens de 2022-2023. En effet, les **exportations** néozélandaises de viande ovine sont attendues en hausse comparé à la saison 2022-2023 (+2%). Même si l'Australie capte une grosse partie de la demande mondiale, et que la demande chinoise semble être baissière, au moins sur les premiers mois de 2024 (-11% d'envois néozélandais sur 2 mois/2023), le marché UE (+12%) et le Royaume-Uni (+42%) restent demandeurs.

En **Australie**, après trois années de croissance constante, le **cheptel** ovin devrait de nouveau augmenter, de +3% pour atteindre 76,5 M de têtes fin juin 2024. Au cours de la phase de reconstruction de 2020 à 2023, l'accent mis par les éleveurs sur la productivité et la génétique a conduit à de bons résultats de production. Le retour de **conditions météorologiques** moins favorables au 2nd semestre 2023 a par ailleurs mené à une nouvelle phase de décapitalisation, avec une forte hausse des réformes abattues (brebis âgées et improductives). Selon *Meat and Livestock Australia (MLA)* les abattages d'agneaux devraient atteindre 26 M de têtes, soit +5% /2023, avec un poids moyen des carcasses qui devrait rester élevé, à 25,1 kg. Les abattages d'ovins adultes devraient croître de +4%, à 10,1 M de têtes, avec un poids moyen de carcasse en légère baisse. Finalement, la **production australienne** de viande ovine devrait gagner +4% /2023 à 875 000 t. Après une bonne année 2023, les **exportations** australiennes de viande ovine pourraient encore augmenter, de +3% /2023, toujours selon *MLA*, à 621 000 téc. La baisse de la **demande** de certains pays clients, pourrait en partie être compensée par l'accès facilité au marché britannique, comme ce fut déjà le cas à partir du 2nd semestre 2023 (mise en place d'**accords de libre-échange**).

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2023
Perspectives 2024

N° 549 - Avril 2024

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Caprins 2023.

Perspectives 2024. N° 548 - Mars 2024

Dossier annuel Bovins lait 2023.

Perspectives 2024. N° 547 - Février 2024

Dossier annuel Bovins viande 2023.

Perspectives 2024. N° 546 - Janvier 2024

Dossier Nouvelle-Zélande - Filière laitière.

N° 543 - Octobre 2023

Dossier Espagne viande bovine et porcine.

N° 542 - Septembre 2023

Dossier marché mondial de la viande bovine en 2022.

Perspectives 2023.

N° 541 - Juin 2023

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2022.

Perspectives 2023.

N° 540 - Mai 2023



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Mélanie Colombel - Corinne Maigret

Crédits photos : 1^{er} de couverture ©Maxime Marois - P2©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - ©DR/Institut de l'Élevage - P3©CIIRPO - ©vladimircach_Freepik

©DR/Institut de l'Élevage - P4©DR/Institut de l'Élevage - ©kpargeter_Freepik - ©Anne Aupiais/Institut de l'Élevage - P5©DR/Institut de l'Élevage - IA/Canva -

P6©Jean-marc Arranz GISid64 - P10©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - P19©Evrenkalinbacack Fotolia -

P22©Alice Peucelle/Institut de l'Élevage - P23©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - ©P29©169160/Adobe Stock - ©P33 OV fourrager_A. Gouedard CA 35 -

©P34 OV herbager_O. Pagnot CA 86 - P35©FROSE - P36&37©V. Bellet/Institut de l'Élevage - P38©DR/Institut de l'Élevage - P39 ©GIS ID 64 -

P40 ©DR/Institut de l'Élevage -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Setig Abelia - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0024501004

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE